« Luttes en Italie » : politisation du savoir et transformation de la politique dans la Séquence rouge italienne

Andrea Cavazzini

Di bene un attimo ci fu
Una volta per sempre ci mosse[1]
Franco Fortini,

"Composita solvantur"

Cette contribution portera sur les discours et les pratiques des mouvements étudiants italiens à la fin des années 60. Ces mouvements représentent à la fois un investissement politique massif et radical des institutions scolaires et universitaires et un processus de transformation des formes de la politique d'émancipation – politique dont le nom générique est, comme Alain Badiou l'a vigoureusement rappelé, *Communisme*. L'enjeu de ces mouvements - et de la reconstruction que nous en proposerons ici - consiste justement à saisir les effets subjectifs – au sens des positionnements subjectifs qui soutiennent une pratique politique - d'une série d'inventions dont le site coïncide avec la sphère de la production et reproduction sociales du savoir[2].
J'ai essayé d'éviter - sans y parvenir peut-être - de surimposer aux documents de la séquence un discours théorique général et je n'ai eu recours à des outillages conceptuels et terminologiques hétérogènes que pour tirer quelques conséquences théoriques conformément au but de ce Séminaire. Mais, en général, j'ai largement laissé parler les acteurs de la séquence, en cherchant surtout à rendre disponibles leurs énoncés au delà de leur langue d'origine – ce qui n'a rien d'une évidence, étant donnée la difficulté de la culture italienne à « exporter » ses productions. J'ai pris ce parti essentiellement à cause de deux considérations. D'abord, la séquence rouge italienne montre d'une manière paradigmatique la difficulté de produire une théorie unitaire, ou tout simplement des concepts unificateurs, capables de saisir les circulations et les traductions, d'une part entre les différentes luttes locales, et, d'autre part, entre les différentes problématiques, enjeux, positions, qui s'enchevêtrent au sein de chaque lutte. Si la *Nuova Sinistra* italienne n'a jamais réellement fourni une théorisation systématique des passages entre les différents nœuds conflictuels de la séquence dont elle a été la protagoniste, la raison est peut-être à chercher dans le fait que ces passages ont opéré principalement dans le *réel*, par des rencontres aléatoires dont aucun savoir ne peut aisément rendre raison. Les articulations entre des enjeux, des mots d'ordres et des pratiques extrêmement disparates ont eu lieu - d'une manière particulièrement saisissante en Italie, mais en effet dans toute la conjoncture de l'après guerre – par des fulgurations souvent incapables de se cristalliser en créations politiques durables, par des translations d'une extrême audace qu'aucune condition objective ne suffit à expliquer, et par des rapprochements dont rien ne pouvait garantir la possibilité et *a fortiori* la stabilisation. Un processus général de mobilisation, de critique et d'émancipation a produit des formes et des objets différents suivant un rythme discontinu et saccadé, opérant des rencontres « impossibles » entre des instances et des discours que tout contribue à séparer dans des situations « normales ». C'est pourquoi – on le verra de façon détaillée dans un instant – les traitements des différents points présentés par la conjoncture, et les passages entre les différentes modalités de la politisation des individus et des groupes, défient toute logique de développement linéaire, fondée sur les « intérêts » ou sur la « prise de conscience », et présentent au contraire les allures d'un bricolage « sauvage » articulant et combinant des éléments

[1] « De bien un instant il y eut/Une fois pour toutes nous mut »

[2] Pour un encadrement historique et théorique général de la conjoncture où cette irruption s'est faite, cf. A. Cavazzini, *La Nouvelle gauche en Italie, t. I. Le printemps des intelligences*, Bibliothèque de philosophie sociale et politique, Europhilosophie-Editions, 2009, http://www.europhilosophie-editions.eu/fr/spip.php?article18.

hétéroclites « polarisés » par une situation générale et expansive de refus de toute passivité vis-à-vis du *statu quo.*

La deuxième considération qui me semble motiver la décision de « laisser parler » les sources renvoie à l'oubli qui a frappé cette séquence et qui ne cesse pas de la défigurer. En effet, il s'agit peut-être de quelque chose de plus puissant et tragique qu'un simple « oubli » : le monde qui a assisté à l'essor des mobilisations étudiantes – l'Italie de la *Nuova Sinistra* et de la Classe Ouvrière, de l'antipsychiatrie et de la contestation des mœurs répressives, de l'émancipation des femmes et de l'accès des classes populaires à la scolarisation : l'Italie de tous les « miracles », de tous les espoirs et de toutes les illusions de rénovation réformiste ou révolutionnaire – est un monde dont la disparition est désormais définitive et irréversible. Rouvrir les archives de la séquence rouge italienne veut dire d'abord être confronté à des spectres, et peut-être aussi tenir un discours depuis le lieu - ou le côté du miroir - que ces spectres habitent – lot inévitable de tout discours devenu inappropriable, sans destinataire assignable, et donc inaudible. J'ai donc choisi de ne pas imposer à ce discours inaudible le bruit de fond d'une interprétation trop massive, et de me limiter dans les limites du possible à une exposition des enjeux qui ressortissent des documents de l'époque.

1. L'égalité et/à l'école : la « Lettera a una professoressa »

L'obéissance n'est plus une vertu
Lorenzo Milani,
prieur de Barbiana

Sourcil fier je défie mille doigts pointés contre moi
Front baissé je me fais le buffle de l'enfant
Lu Xun

La politisation de l'école et de l'université dans l'après-guerre italien trouve d'abord ses racines dans les rapports sociaux férocement inégalitaires propres à la société italienne et dans leur reflet au sein des institutions scolaires. L'école et l'université italiennes ne parviendront jamais, à différence de l'Ecole et de l'Université françaises, à constituer un lien social relativement « autonome », « vacuolisé » vis-à-vis des rapports de classe et des inégalités immanentes à la société bourgeoise (autonomie vis-à-vis de rapports déterminés de pouvoir que rien n'empêche d'en produire des *autres*, non moins inégalitaires, par le biais justement de cette vacuolisation) ; elles seront toujours un miroir passif des hiérarchies sociales données, en en restituant souvent une image « concentrée » et caricaturale :

L'organisation des études était depuis toujours modelée d'après la division sociale en classes et fonctions. Dans les années '50, les études du second degré (qui suivent celles de l'école primaire) étaient divisées en trois orientations (orientation professionnelle, orientation commerciale et *scuola media* [école secondaire]). Pour passer du degré primaire à la *scuola media*, un examen était requis, contrairement aux deux autres orientations ; la sélection était impitoyable, et privilégiait, à l'évidence, les jeunes issus des classes bourgeoises. Sans la licence de *scuola media* il était impossible d'avoir accès aux lycées et donc à l'Université. Le résultat en était tout naturellement que l'Université n'était accessible qu'aux « enfants de M. le Docteur », aux fils du patron[3].

L'immobilité et le cloisonnement de la société italienne entrèrent pourtant en contradiction avec la « modernisation » capitaliste, rapide et sauvage, de la Péninsule entre la fin des années 50 et le début de la décennie suivante :

En même temps, le modèle dominant de développement économique exigeait l'afflux de travailleurs spécialisés (issus des écoles techniques) et d'une masse toujours croissante de cette force-travail déqualifiée qui peuplait les immenses campagnes du Sud du pays et les autres zones sous-développées : c'était une gigantesque armée industrielle de réserve, la plupart du

[3] N. Balestrini-P. Moroni, *L'orda d'oro*, Milan, Feltrinelli, 1997, p. 171.

temps illettrée entièrement ou à moitié, et qui aurait constitué dans les années suivantes la composition sociale de l'ouvrier-masse. Le principe constitutionnel du droit à l'étude, la *scuola dell'obbligo* [école obligatoire] jusqu'à l'âge de 14 ans, n'était guère appliqué, et il ne le sera que très tard[4]

Ces discriminations patentes et massives étaient considérées avec de plus en plus de malaise par les milieux catholiques progressistes, que le pontificat de Jean XVIII avait revitalisés, et par les gouvernements de centre-gauche (démo-chrétiens et socialistes) dont l'idéologie dominante était celle d'un réformisme modernisateur dans les domaines économique et civique. En même temps,

le processus de modernisation déclenché par le tumultueux développement industriel exigeait une force-travail plus flexible, plus cultivée et qualifiée, en particulier dans le secteur du tertiaire. La rencontre de ces facteurs donnera lieu au projet de l'« école secondaire unifiée », impliquant la disparition des deux autres orientations, et surtout celle de l'examen « à dès pipés » pour accéder à la *scuola media*, ce qui allait entraîner la possibilité d'un accès plus aisé aux degrés supérieurs pour les enfants issus des classes subalternes[5].

Pour Balestrini et Moroni, cette généralisation du droit à la scolarisation allait permettre, voire impulser, l'unité du monde étudiant dans la contestation qui allait bientôt éclater, et cela d'autant plus qu'une telle généralisation *formelle*, bien que garantie par une loi de l'Etat, coexistait avec la persistance de discriminations matérielles : premièrement, à cause de l'élitisme d'un corps enseignant conservateur et déclassé qui considérait avec ressentiment et mépris l'accès des « masses » aux études ; deuxièmement, à cause des inégalités sociales qui opéraient une sélection « silencieuse » et inavouée défavorisant systématiquement les étudiants d'origine prolétarienne ou populaire.
Dans ce contexte s'inscrit l'action du curé de la paroisse de Barbiana del Mugello, un petit village extrêmement pauvre de l'Apennin de Toscane – Lorenzo Milani Comparetti, issu d'une famille de la grande bourgeoisie (son arrière-grand-père, Domenico Comparetti, fut l'un des plus grands philologues italiens), prêtre « dissident », s'opposant, entre autres choses, au service militaire obligatoire et côtoyant de nombreuses expériences de ces « prêtres ouvriers » qui choisirent de partager les vies des exploités et des marginaux en opposition à l'Eglise riche et compromise avec les classes dominantes et le pouvoir d'Etat. L'abbé Milani, *don* Milani, devra son influence décisive sur la gauche critique de son époque à un livre dont le retentissement fut énorme[6], écrit sous sa supervision par les jeunes et les enfants de Barbiana qu'il avait contribué à arracher à un destin d'illettrisme. Le livre en question, *Lettera a una professoressa*,

démasque le dispositif de la sélection scolaire qui favorise les *pierini* (les fils des bourgeois et des patrons) et marginalise les prolétaires, et ce non seulement à cause des caractères intrinsèques de l'institution scolaire, mais déjà par les contenus des savoirs transmis (…), par l'usage de la langue toujours élitiste et de classe[7].

La prose de la *Lettera*, simple, mais tranchante et souvent très violente – bien que la rédaction définitive doive beaucoup à Milani, le sujet de l'énonciation est l'un des anciens élèves du « Prieur » –, connut un succès immédiat et contribua grandement à mettre en circulation des principes radicalement égalitaires et des critiques à l'égard de la prétendue neutralité des savoirs transmis.
Le texte s'adresse de façon très dure et directe aux enseignants, responsables de reproduire les différences de classe :

---

[4] *Ibidem.*
[5] *Ibid.,* p. 172.
[6] À sa parution, le livre sera commenté et analysé dans les « Quaderni Piacentini » – le laboratoire culturel de la *Nuova Sinistra* qui deviendra par la suite une sorte d'organe non-officiel du mouvement étudiant – par trois maîtres à penser de l'époque : le poète et essayiste Franco Fortini, le psychiatre Elvio Fachinelli et le poète Giovanni Giudici.
[7] *Ibid.,* p. 179.

Telle a été notre première rencontre avec vous. Par les élèves que vous laissez de côté.
Nous savons aussi qu'avec eux l'école devient plus compliquée. Parfois, on a la tentation de s'en débarrasser. Mais, si nous perdons ces enfants-là, l'école n'est plus l'école. Elle devient un hôpital qui soigne les sains et exclut les malades. Elle devient un instrument de différenciation de plus en plus irrémédiable.
Et vous, auriez-vous le courage de jouer ce rôle dans le monde ? Appelez-les donc, insistez auprès d'eux, recommencez tout depuis le début et ainsi à l'infini, même lorsqu'on vous traitera de fous.
Il vaut mieux être traités de fous qu'être les instruments du racisme[8].

La *Lettera* appelle de ses vœux une transformation du langage et du savoir scolaires ; la langue et les contenus qu'elle véhicule doivent s'adresser à tous, n'exclure personne, être immédiatement universels:

A Barbiana j'avais appris que les règles de l'écriture sont les suivantes : Avoir quelque chose à dire d'important, et faire en sorte que ce soit quelque chose d'utile pour tout le monde ou pour beaucoup de monde. Savoir à qui on s'adresse en écrivant. Rassembler tout ce qui est utile. Trouver une logique pour établir un ordre. Eliminer les mots qui ne servent pas. Eliminer les mots qu'on n'utilise pas quand on parle. Ne pas se donner des limites temporelles.
J'écris ainsi cette lettre avec mes camarades. J'espère que mes élèves écriront de la même façon quand je serai maître d'école[9].

L'école est critiquée en tant que lieu de la reproduction de l'individualisme, de l'égoïsme et du culte du profit et des inégalités entre les individus :

Même les buts de vos élèves reste un mystère. Tantôt il n'y en a aucun, tantôt il s'agit de buts mesquins.
Jour après jour ils étudient pour le registre de classe, pour la note, pour le diplôme. Et c'est en étudiant de cette façon-là qu'ils se détournent des matières, pourtant si belles, qu'ils étudient. Langues, histoire, sciences, tout cela devient de la matière à notes et rien d'autre.
Derrière ces papiers-là il n'y à que l'intérêt individuel. Le diplôme, c'est du fric. Vous ne dites pas ça ouvertement. Mais finalement c'est là qu'on finit par en venir.
Pour étudier de bon gré dans vos écoles il faudrait être des arrivistes déjà avant d'avoir 12 ans. A 12 ans les arrivistes sont très peu nombreux. C'est pourquoi la majorité de vos élèves déteste l'école. Votre invitation à la mesquinerie ne méritait pas d'autre réponse[10].

L'égalité des intelligences, si chère à Jacques Rancière, est affirmée ici avec une force rare et saisissante. Dans un paragraphe intitulé *Nés différents ?* on lit :

Vous dites que vous ne recalez que les imbéciles et les paresseux. Donc vous affirmez que Dieu fait naître les imbéciles et les paresseux dans les maisons des pauvres. Mais Dieu ne se moque pas des pauvres gens. Plus probablement, c'est vous qui vous moquez d'eux[11].

Et encore :

Aujourd'hui, terminer la *terza media* [dernière année du cycle de l'école secondaire, A. C.] n'est pas un luxe. C'est un minimum de culture commune à laquelle tout le monde a droit. Qui ne la possède pas tout entière n'est pas Egal.
Vous ne pouvez plus invoquer la théorie raciste de l'aptitude. Tous les élèves sont aptes à faire la *terza media* et tous sont également aptes à toutes les matières.
C'est commode de dire à un élève : « Tu n'es pas fait pour cette matière ». L'élève accepte le verdict, car il est paresseux comme le maître. Mais il comprend que le maître ne le considère pas comme Egal (…) Quant à moi, je vous payerais proportionnellement au nombre d'élèves qui réussissent dans toutes les matières. Ou mieux encore : je vous ferais payer une taxe pour chaque élève qui ne réussit pas dans l'une ou l'autre, peu importe laquelle. Alors, votre regard ne quitterait jamais Gianni. Dans son regard paresseux vous chercheriez l'intelligence que Dieu lui a donnée, *sans aucun doute égale de celles de tous les autres* [souligné par moi, A.C.]. Vous lutteriez pour l'enfant qui a plus besoin de vous, en oubliant celui qui a eu

[8] *Lettera a una professoressa*, Florence, Libreria editrice fiorentina, 1966, p. 20.
[9] *Ibid.,* p. 20-21.
[10] *Ibid.,* p. 24.
[11] *Ibid.,* p. 60.

plus de chance (…). Vous vous réveilleriez la nuit avec une idée fixe à propos de cet enfant : comment trouver une nouvelle manière de faire de l'école, une manière qui soit à sa mesure[12].

Un lien est établi avec les processus mondiaux de la décolonisation et de la montée en puissance de pays dont les populations immenses n'ont jamais eu aucun poids dans l'histoire, ni aucun pouvoir de faire entendre leurs voix et de devenir les maîtres de leur propre existence ; l'égalité qu'il faut affirmer à Barbiana est la même que ces masses gigantesques imposent et revendiquent vis-à-vis du monde entier – c'est à dire du monde des anciens colonisateurs en train de devenir le monde des « pays développés » :

En Afrique, en Asie, en Amérique latine, dans le Midi, à la montagne, même dans les grandes villes, il est des millions de jeunes gens qui attendent de devenir des *égaux*. Timides comme moi-même, imbéciles comme Sandro, paresseux comme Gianni. Ce qu'il y a de mieux dans l'humanité[13].

Les insuffisances de la politique traditionnelle – et surtout celle des communistes et des socialistes – dans le traitement de ces problèmes, traitement qui devrait coïncider en dernière instance avec l'affirmation immédiate et sans compromis de l'égalité, sont explicitement visées : aux partis est reproché de reproduire les inégalités sociales, d'opérer une sélection qui défavorise encore une fois les pauvres et les travailleurs :

Les directions des partis sont, à tous les niveaux, dans les mains des *laureati*.
Les partis de masse ne diffèrent pas des autres de ce point de vue. Les partis des travailleurs ne font pas la fine bouche vis-à-vis des fils à papa, des gosses de riches. Et les fils à papa ne font pas la fine bouche face aux partis des travailleurs. A condition qu'il s'agisse d'en assumer la direction (…) Les directions des partis composent les listes des candidats pour les élections. En bas de la liste, ils laissent un ou deux travailleurs pour sauver les apparences. Après, ils font en sorte que les votes convergent sur les *laureati* : « laissez faire ceux qui savent. Un ouvrier à la Chambre des députés ne se sentirait pas à sa place » (…) En conclusion, ceux qui pourront faire des nouvelles lois sont ceux qui sont bien satisfaits des lois existantes. Les seuls qui n'ont jamais vécu au milieu des choses qu'il faut changer. Les seuls qui ne sont pas compétents en politique[14].

Inutile de commenter cet autre passage, qui exprime avec un radicalisme extrême, non seulement l'affirmation irréductible de l'égalité entre les hommes, mais aussi l'enthousiasme égalitaire, la passion d'une participation commune au travail de l'émancipation, dans lesquels se reconnaîtront plusieurs générations et toute une séquence épocale de luttes, et cela pour la première fois - qui sera aussi la dernière - dans l'histoire italienne :

La vraie culture, celle que nul homme n'a jamais possédé, consiste de deux choses : appartenir à la masse et avoir la parole.
Une école qui sélectionne détruit la culture. Aux pauvres elle vole les moyens de s'exprimer ; aux riches la connaissance des choses.
Gianni est malheureux car il lui est difficile de s'exprimer, heureux car il appartient au « grand monde ». Frère de toute l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique Latine. Il connaît de l'intérieur les besoins des plus nombreux.
Pierino est heureux, lui qui sait parler. Malheureux car il parle trop. Lui, qui n'a rien d'important à dire. Lui, qui ne répète que ce qu'il a lu dans les livres, écrits par un autre qui était identique à lui. Lui, renfermé dans un petit groupe, coupé de l'histoire et de la géographie.
L'école de sélection est un péché contre Dieu et les hommes. Mais Dieu défend ses pauvres. Vous voudriez les rendre muets et Dieu vous a rendus, vous, aveugles[15].

---

[12] *Ibid.,* p. 81-82. « Gianni » [« Jeannot »] est le jeune issu des classes populaires que l'école a laissé tomber (qu'elle a voulu laisser tomber) ; il est l'opposé spéculaire de « Pierino ».
[13] *Ibid.,* p. 80.
[14] *Ibid.,* p. 76.
[15] *Ibid.,* p. 105-16.

Le discours de la *Lettera* est animé par un *pathos* anti-individualiste qui a fait évoquer, à propos de la prose de Lorenzo Milani, l'héritage anti-bourgeois d'un catholicisme populiste et apocalyptique, anti-moderne et provincial :

Vous craignez un enfant qui, à 15 ans, sait ce qu'il veut. Vous redoutez qu'il ne soit influencé par son maître [*maestro,* au sens aussi de « maître d'école » A. C.]. Surtout que personne ne touche à votre précieux Individu ! Le Libre Développement de la Personnalité est votre *credo* suprême. De la société et de ses besoins vous vous en foutez. Moi, je suis un garçon influencé par mon maître et j'en suis fier. Lui aussi en est fier. Autrement, en quoi consisterait l'école ?[16]

– lignes qui expliquent par ailleurs pourquoi la *Lettera* sera souvent associée, à l'époque, au communisme chinois et à la Révolution Culturelle[17]… En effet, l'inversion des postulats « libertaires » et « libéraux » traditionnels – une inversion centrée sur la fonction émancipatrice d'une parole d'autorité comme condition de l'exercice autonome de la pensée, et sur la critique de cette idée de « libre développement de la personnalité » que le jeune Marx empruntera à l'humanisme classique, et que même le stalinisme (*surtout* le stalinisme) n'osera pas remettre en question – cette inversion donc de tous ces postulats que le marxisme avait empruntés à l'humanisme bourgeois, est un trait caractéristique du maoïsme. Plus en général, les écrits et l'action de Lorenzo Milani s'articuleront, et donneront une impulsion reconnue, à une *mutation* historiquement décisive du discours de l'émancipation. Pour des raisons différentes, l'opéraïsme italien, le maoïsme chinois et occidental, et ensuite l'Autonomie italienne, briseront la continuité supposée entre l'émancipation des exploités et les « traditions progressives », voire les « principes que la bourgeoisie a laissé tomber dans la boue », les « principes de 89 », etc… La bourgeoisie progressiste, le réformisme, le rationalisme scientiste et planificateur, les technocrates de l'expertise et des entreprises d'Etat ne sont plus les « frères aînés » d'un seul et unique projet d'*Aufklärung* dont l'hypothèse communiste, et les classes exploitées, ne seraient que la « fraction la plus avancée ». Dans la séquence d'après-guerre, l'hypothèse communiste se manifeste directement comme une série d'expérimentations dont l'enjeu essentiel se résume à la question : le collectif (un collectif quelconque parmi les innombrables que les sociétés capitalistes brassent, broient, composent et décomposent) est-il capable d'instaurer l'égalité, immédiate et sans conditions ? Cette question, qui « touche l'homme dans ce qu'il a de plus de profond », sera formulée, en Italie, et dans une conjoncture marquée par une critique de masse de l'institution scolaire, *aussi* à travers les mots et les agissements de la singulière figure que fut Lorenzo Milani.
Paradoxalement, l'investissement politique égalitaire des structures du savoir sera d'abord relayé dans un domaine très éloigné des inégalités faussement archaïques dont furent victimes les enfants de Barbiana – à savoir dans la sphère de l'intégration maximale du savoir au Capital.

Remarque – Le développement inégal de l'Italie

[16] *Ibid.,* p. 112.

[17] « Un texte chinois (…) le premier texte chinois en Italie » (E. Fachinelli, dans E. Fachinelli, F. Fortini, G. Giudici, « Tre interventi sul libro di don Milani », *Quaderni Piacentini,* 30, 1967, recueilli dans recueilli dans G. Fofi et V. Giacopini (éd.), *Prima e dopo il '68. Antologia dei Quaderni Piacentini*, minimumfax, Roma, 2008, p. 66). Le texte de Barbiana est « chinois » dans la mesure où Milani et ses disciples opposent au fétichisme d'une culture sophistiquée et creuse, qui opprime et écrase des vastes masses humaines, le principe intransigeant de l'égalité : il s'agit, de ce point de vue, moins de la Chine maoïste que de celle qui assistera à la critique par Lu Xun de la culture confucéenne en tant que structurellement complice de l'oppression. La leçon politique de la *Lettera* est aussitôt tirée : « Tout le monde est également apte à toutes les matières. Voici à la fois un principe scientifique qui détruit la validité biologique des critères de différenciation qui divisent les hommes - et qui se fondent en réalité sur les différences socio-économiques - *et* le programme de Lénine : une cuisinière à la guide d'une nation (…) Mais c'est de la folie, diront Messieurs et Mesdames les Professeurs, ou alors une utopie. Justement. Il s'agit de quelque chose qui s'annonce depuis plusieurs horizons, de Berkeley jusqu'à Barbiana, de San Francisco et Chicago jusqu'à Canton » (p. 72)

Les deux côtés de la société coexistent, l'ami avec l'ennemi ;
et ils luttent l'un contre l'autre sans se distinguer jamais
complètement ni s'identifier l'un à l'autre non plus ;
la société n'est que cette co-présence, toute citoyenneté
est une double citoyenneté, et toute loyauté ne vit
qu'au prix d'une trahison toujours possible

Franco Fortini

Le retentissement de l'expérience de Barbiana et le rôle joué par Lorenzo Milani dans la formation idéologique de la *Nuova Sinistra* italienne et dans les problématiques qui agiteront les mouvements étudiants sembleraient représenter les symptômes d'un état d'arriération sociale qui aurait caractérisé la situation italienne : les luttes pour l'émancipation auraient été dirigées principalement contre des conditions de minoration propres au monde rural, aux populations paysannes livrées à l'illettrisme, à la soumission vis-à-vis des notables (les « fils de M. le Docteur ») et des « gens cultivés » - condition d'exclusion par rapport à des savoirs et des formes de vie propres à la civilisation moderne, dont les conséquences politiques consistent dans une citoyenneté incomplète, un accès extrêmement limité aux connaissances, à la culture, aux décisions politiques. L'émancipation de ces strates sociales semble d'abord consister dans une possibilité d'accès primaire à la dignité d'hommes libres et pensants, dans une toute première sortie de l'état de minorité, ce qui explique le rapprochement proposé par Elvio Fachinelli entre l'expérience de Barbiana et la Chine maoïste. Par contre, les mouvements des étudiants dans les grandes universités – et bien entendu les luttes des ouvriers-masse dans le Nord industrialisé – semblent s'inscrire entièrement dans une logique spécifique des situations d'intense développement capitaliste, de rationalisation des structures économiques et politiques, de transformation du processus de production des savoirs, bref dans la logique du capitalisme avancé qui est aussi celle de la société de masse. Les étudiants et les ouvriers, à Trento ou à Turin, mènent des luttes contre des pratiques technocratiques de gestion de l'ordre social, contre un capitalisme avancé qui tend à fusionner avec l'Etat et, par là, à s'incorporer la société et à déterminer la définition même du savoir et de la culture. Une revue comme « Quaderni Piacentini » va relayer tant l'une que l'autre de ces formes de lutte pour l'émancipation qui marquèrent profondément plusieurs secteurs de la *Nuova Sinistra* et des mouvements étudiants mais qui paraissent néanmoins appartenir à deux mondes différents. Dans le discours de la *Nuova Sinistra*, dont les mouvements étudiants représenteront une matrice décisive, cette apparente contradiction s'exprimera par une coexistence problématique, mais souvent féconde, entre, d'une part, une tendance modernisatrice, d'origine plutôt radicale-socialiste que communiste, critique vis-à-vis du paternalisme et du provincialisme réactionnaires typiques de la société italienne, et sensible en revanche aux thèmes de la « libération » des mœurs, des libertés individuelles, et de la valorisation de trajets existentiels autonomes et singuliers, s'inscrivant dans la logique d'un « désenchantement » laïque et ouvert aux expériences multiformes que les sociétés modernes rendent possibles ; et, d'autre part, une critique radicale - s'inspirant souvent du marxisme dialectique de Lukacs et Marcuse, ou du communisme chinois -, de l'industrie culturelle et de la société administrée, hostile à la continuité « progressiste » entre les mouvements et le réformisme libéral ou socialiste – une critique qui s'appuyait souvent moins sur des sources théoriques précises que sur des expériences politiques et existentielles centrées sur le partage immédiat des formes de sociabilité et d'auto-organisation des ouvriers, des paysans du Sud, des marginaux des quartiers ou des provinces, des « laissés-de-côté » de la modernisation capitaliste (ce qui pouvait déboucher sur des formes idéologiques populistes, voire franchement décadentes, hostiles à la civilisation moderne et à la culture « bourgeoise » des siècles XVIII et XIX). Bien entendu, ces deux tendances, et leurs dérives respectives, coexistaient au sein des groupes et des individus, et n'avaient de cesse de se mélanger et de basculer l'une dans l'autre, ce qui est conforme à l'extrême rapidité et effervescence de la politisation et de l'élaboration idéologique dans la conjoncture italienne.
Il faut par conséquent éviter d'interpréter la coexistence de ces deux tendances comme un cas de figure du décalage supposé entre un 68 « politique », ouvrier et étudiant, et celui de l'« imagination au pouvoir », des contre-cultures et de la fusion surréaliste ou situationniste entre vie, art et rêve. En effet, en Italie l'enjeu réel des tendances qui visaient une « libération » de l'individu consistait dans la critique de formes de domination dont la structure relevait d'une certaine archaïcité de la formation sociale italienne – par exemple, l'exclusion tendancielle des femmes de l'espace public, des études supérieures et souvent du travail non-domestique ; l'emprise étouffante d'un catholicisme clérical et borné ; l'idéologie familialiste qui cautionnait les formes les plus scandaleuses du népotisme, de l'oppression domestique et du pouvoir des notables ; les complicités et les connivences claniques qui figeaient la stratification des classes en une hiérarchie immodifiable de castes ; l'impuissance de toute instance étatique ou juridique à limiter les privilèges, les abus et les injustices parfois criants. Tous ces phénomènes expliquent le caractère incontournable, dans le contexte italien, des luttes pour un accès des masses à la « modernité » - égalité entre hommes et femmes, laïcisation des institutions, possibilités pour les nouvelles générations issues des classes populaires d'avoir accès aux études supérieures, aux consommations de masse et en général à des styles de vie différents de ceux qu'avaient connu leurs parents et grands-parents ; et encore : lutte contre la famine dans les campagnes et contre l'illettrisme, scolarisation effective des classes populaires, liquidation des formes les plus brutales de la corruption, « objectivité » et neutralité (au sens de l'Etat moderne en tant qu'espace « neutre » vis-à-vis des rapports de pouvoir

immédiatement donnés dans la société) des critères de décision et de mobilité sociale, garanties juridiques, impartialité des pouvoirs publics, légalisation du divorce et de l'avortement, laïcisation des institutions, de l'éducation et de la santé publique – tout cela compose un ensemble de revendications et d'enjeux qui n'ont rien de radicalement révolutionnaire, mais qui s'imposaient comme des points dont le traitement était incontournable pour toute orientation politique émancipatrice. Pourtant, ces enjeux peuvent être inscrits dans une stratégie de modernisation capitaliste, technocratique et « socialisante », ce qui rend immédiatement et intensément contradictoire toute tentative de les incorporer à une opposition globale à la société capitaliste-avancée – opposition qui était par ailleurs alimentée et motivée par les conditions spécifiques de cette même société capitaliste, donc par les formes les plus « modernes » de l'oppression.

Une autre interprétation insuffisante de la singularité conjoncturelle italienne consisterait à lire le décalage entre rapports « arriérés » et « modernes » comme un décalage entre des étapes différentes sur la voie de la modernisation accomplie (censée préparer les conditions pour l'avènement du socialisme, selon le schéma archi-classique). La conservation de structures « archaïques » et la modernisation des rapports de pouvoir (en Italie ou ailleurs) ne sont guère compréhensibles par le biais du schéma arriération/progrès. L'histoire italienne a connu, au moins depuis l'unification nationale, une articulation spécifique et une solidarité perverse entre, d'une part, des poussées impétueuses de rationalisation (au sens weberien du terme) de l'Etat et de l'économie, de l'administration et des institutions culturelles, toujours dans le cadre d'une gestion rigide de ces processus par les classes dominantes qui en ont du coup drastiquement limité la base sociale et les effets sur les conditions des classes populaires ; et, d'autre part, les rapports « archaïques » qu'on vient de décrire, auxquels les gouvernants italiens confient depuis pratiquement toujours les « affaires ordinaires » de l'encadrement et du gouvernement de la population, et qui segmentent les groupes sociaux par un foisonnement de privilèges, de rapports corporatifs, de transactions informelles, dont l'effet est la reconstitution d'un « socle dur » de relations sociales « pré-modernes » et « irrationnelles », qui représentent la garantie de l'hégémonie de classe exercée sur les processus de modernisation. Par conséquent, tout décalage logique et temporel dans les stratégies politiques s'opposant à cette situation finit par renforcer l'un ou l'autre de ces deux aspects, le « moderne » et l'« archaïque », des rapports de pouvoir : en choisissant de « moderniser » le pays sans se confronter au caractère souvent très « moderne » et audacieux des expérimentations hégémoniques auxquelles se livrent *in corpore vivo* les classes dominantes de la Péninsule, plusieurs fractions de la gauche la plus culturellement dynamique ont fini par rallier la gestion technocratique du capitalisme avancé ; d'autre part, la stratégie du Parti Communiste Italien, hostile à tout forçage « anhistorique » vis-à-vis du caractère prétendument arriéré des rapports sociaux italiens, finira non seulement par légitimer les relations de pouvoir et les formes idéologiques traditionnelles les plus manifestement intolérables, mais aussi par être entièrement désarmée face à l'évidence d'une modernisation forcée, rapide et brutale gérée par les fractions dominantes du capitalisme italien.

L'Italie des années 1960 est une formation sociale interne au capitalisme avancé ; mais les rapports propres au capitalisme d'après guerre y sont articulés à des formes traditionnelles de domination dont l'effet est de garantir, par un jeu complexe d'intégration et d'exclusion, que les mutations dans les structures étatiques, économiques et culturelles ne pourront jamais déboucher sur une mise-en-commun du pouvoir de déterminer les destins individuels et collectifs.

Autrement dit, la stratégie consistant à « moderniser » la société, tout en s'appuyant sur les structures traditionnelles qui assurent la persistance d'un état de minorité généralisé – ce qui fait des classes populaires les objets passifs et les victimes de toute rationalisation hétéronome – cette stratégie donc demande une contre-stratégie capable de se confronter directement au capitalisme avancé et à la possibilité de son renversement, sans renoncer pour autant à la critique des formes traditionnelles de minoration. Le double problème se pose dès lors de traduire des luttes pour la diffusion des lumières en luttes de classe, et de critiquer la société administrée, technocratique et consommeriste, sans pour autant délégitimer l'aspiration de vastes strates d'ouvriers, paysans, couches moyennes, etc., à avoir accès à des formes de vie collectives et individuelles auparavant inconnues. La *Nuova Sinistra* représenta un site politique où les deux côtés de cette « contradiction au sein du peuple » purent se rejoindre pendant une courte période. Le mouvement des étudiants, et en général la politisation de l'Ecole et de l'Université, jouèrent un rôle décisif dans la formation du profil idéologique de la *Nuova Sinistra* justement à cause de leur capacité à concentrer et à exprimer les enjeux contradictoires qu'on vient d'esquisser. Dans un contexte national où l'Etat n'avait jamais fonctionné comme Etat-éducateur (contrairement à l'expérience française), l'Ecole et l'Université connurent un passage direct des rapports corporatifs et des inégalités « archaïques » à l'incorporation directe à la production capitaliste, si bien que les inégalités et les discriminations traditionnelles entrèrent en résonance avec l'exploitation brutale par le capitalisme de l'accès du « peuple » au savoir. A la résonance des inégalités correspond la traduction de pratiques différentes d'émancipation qui, d'avoir trouvé leur opérateur transductif dans la politisation de l'école et de l'Université, purent déboucher sur une problématique plus générale concernant l'émancipation des intelligences.

Il faut pourtant remarquer que ces données historiques « objectives » ne peuvent représenter que les conditions nécessaires d'une articulation subjective dont l'effectivité ne saurait être épuisée par la structure de l'état de la situation. La convergence entre la critique de l'« arriération » sociale de l'Italie et l'opposition au capitalisme avancé implique l'articulation entre des groupes sociaux, des discours et des formes de conscience dont la distance parfois abyssale fait d'une telle convergence le résultat d'une rencontre littéralement « impossible » - donc « réelle », au sens du *réel* lacanien…

II. L'Université, le Capitalisme, les luttes. Le mouvement étudiant italien

Seront ici présentés et commentés à la fois des matériaux produits par le mouvement étudiant dont l'essor date des années 1966-1967, et des textes d'analyse politique portant sur ledit mouvement.
Nous chercherons à analyser les transitions internes du positionnement (autrefois on aurait dit : la « conscience ») politique des étudiants, ses oscillations, et sa façon d'articuler les traitements de points et d'enjeux disparates : la critique de l'autoritarisme, la critique du capitalisme, le statut social des sciences et des savoirs, les rapports de l'étudiant au savoir dont il est (censé être) le porteur, le pouvoir étudiant, les formes d'organisation adéquates aux visées émancipatrices du mouvement…
Le mouvement de l'Université de Trento, animé notamment par les étudiants de l'Institut universitaire de Sciences sociales – qui était, à l'époque de sa fondation en 1962, la seule faculté universitaire de Sociologie de la Péninsule – a été actif dès la première année d'ouverture dudit Institut ; selon Marco Boato, futur parlementaire et dirigeant des « Verts », qui était en 1968 l'un des porte-parole du mouvement étudiant, les collectifs de Trento ont « progressivement grandi et mûri », en en venant à jouer un « rôle en un certain sens d'impulsion et de paradigme vis-à-vis du mouvement étudiant national »[18]. Selon Boato, en 1968, le « saut qualitatif » des luttes étudiantes tant dans les enceintes universitaires que dans l'ensemble de la société a représenté l'aboutissement d'un processus qui a vu le mouvement mettre en place

> des formes de contestation, des modalités organisationnelles, des orientations tactiques et stratégiques (…) certes toujours partielles mais qui ont permis de comprendre la nécessité de nouveaux instruments de lutte et d'organisation politique, l'exigence d'hypothèses stratégiques plus globales (…) grâce à une expérimentation progressive et systématique et d'un progrès global sur le plan de la maturation politique-culturelle et de l'élargissement de la « base sociale » des luttes[19]

L'*occupation* a été la pratique d'agitation la plus utilisée par le mouvement ; la Faculté a été occupée pour la première fois en janvier-février 1966 :

> Le but était la reconnaissance juridique du pouvoir de l'Institut de décerner la *laurea* en Sociologie, au lieu d'une « *laurea* en Sciences politiques et sociales à orientation sociologique » qui aurait scellé sa résorption dans les Sciences politiques traditionnelles, en en gommant la portée novatrice sur les plans scientifique, culturel, et aussi politique[20]

Première référence à un investissement politique de l'organisation universitaire des savoirs et des disciplines : les Sciences politiques représentent traditionnellement un savoir pour les élites gouvernementales ou diplomatiques, elles ont partie liée avec la structure hiérarchique de la société italienne traditionnelle, et avec son refus de toute mobilité sociale, de tout accès élargi des citoyens au savoir et à la responsabilité politique (par ex. la « théorie des élites » de Pareto et Mosca). Au contraire, la sociologie représente, non seulement une thématisation de la société comme réalité de *masse*, non limitée aux classes dirigeantes, mais surtout un savoir *pour* une politique conçue comme intervention directe dans le « social », et non limitée aux cours princières, aux chancelleries et aux ministères, voire aux élites technocratiques, tant fascistes que démo-chrétiennes ou de centre-gauche.
La victoire des étudiants sur ce point concernant le statut de la Faculté montrera, d'un côté, la force du mouvement étudiant vis-à-vis d'un contexte social conservateur qui tendrait à refuser jusqu'aux mesures nécessaires à la « modernisation » du capitalisme, et, de l'autre,

---

[18] M. Boato, « Introduzione » à "Trento. Istituto universitario di scienze sociali", dans *Documenti della rivolta universitaria*, Laterza, Bari, 1968, p. 3.
[19] *Ibid.,* p. 3-4.
[20] *Ibid.,* p. 4.

les limites politiques de ces luttes qui restaient internes à un cadre « corporatif », ne visant que des débouchés juridiques, dépendants des solutions parlementaires[21]

La deuxième occupation (octobre-novembre 1966) visera les rapports internes et l'organisation du nouvel institut :

Structures du pouvoir et logiques gestionnaires, organisation de la recherche et de la didactique (programme des études) et débouchés prévus pour les diplômés de la Faculté[22]

Cette phase de la lutte, bien que plus avancée du point de vue des revendications, n'a pas pour autant surmonté ni les limites d'une orientation « réformiste et syndicaliste », ni la confiance excessive en les

anciens instruments politiques et organisationnels propres à l'ancienne forme de la représentation étudiante, le mouvement de Trento ayant franchi, en revanche, le seuil d'une nouvelle logique de participation politique de masse par le truchement des Assemblées[23]

En mars 1967 la lutte à l'intérieur de la Faculté a été articulée à des « exigences d'intervention politique étroitement liées au conflit vietnamien » (p. 5). Des manifestations, des expositions, des débats, des cortèges et des *sit-ins* sont organisés par les étudiants qui cherchent en même temps un lien avec les habitants de la ville de Trento. Ces initiatives subissent une répression policière très violente, avec fichages et charges. En novembre 1967, lors de la rentrée et de l'essor d'un nouveau cycle national d'agitations, le mouvement reprend ses activités et progresse nettement quant à sa conscience politique, en en venant à

reconnaître dans la sphère politique, c'est-à-dire dans la *structure du pouvoir* à l'Université et dans la société, le seul champ adéquat pour une contestation et une négociation qui ne présenteraient plus les limites de la stratégie syndicale précédente, mais qui offriraient, au contraire, la possibilité concrète de conquérir, gérer, et dépasser de façon continue et en direction d'objectifs toujours plus généraux et avancés, les revendications syndicales, qui, dès lors, se trouveraient de quoi être encadrées dans une stratégie politique globale tant dans le domaine universitaire que dans le champ de la société civile et des forces sociales. Grâce à cette nouvelle stratégie politique, le mouvement a été par la suite amené à refuser et à liquider complètement toutes les institutions traditionnelles de la représentation étudiante, afin de construire des formes radicalement neuves d'organisation politique[24]

Au moment même où les structures du pouvoir au sein des universités sont mises en question, la visée du mouvement s'élargit aux formes du pouvoir dans la société. Dès lors, la forme d'institutionnalisation traditionnelle du corps étudiant vole en éclats, et le problème est posé des formes *organisationnelles et politiques* les plus aptes à exprimer la réalité étudiante que la mobilisation est en train de manifester. Le centre des interrogations du mouvement et ses enjeux se déplacent sans cesse mais de façon cohérente – l'agencement progressif des différentes problématisations représente un paradigme pour tout transfert d'un enjeu local à un investissement politique généralisé par une série de passages *inductifs*, horizontaux et non-centralisés : du statut du savoir, à la critique de l'autoritarisme universitaire, à la critique des rapports sociaux, au refus de toute séparation entre représentants et représentés, tant au sein du corps étudiant qu'au niveau de la société tout entière… Le mouvement étudiant devient progressivement le *site* d'une critique de la politique, qui visera bientôt les partis et les syndicats de la gauche, et qui s'articule à des projets de transformation révolutionnaire, ou « critique », du savoir sociologique.
Le 31 janvier 1968 marque le début d'une nouvelle occupation

[21] *Ibidem.*
[22] *Ibidem.*
[23] *Ibid.,* p. 5.
[24] *Ibid.,* p. 5-6.

lors de laquelle le mouvement a inauguré – en parallèle avec les agitations dans d'autres Facultés – un nouveau cycle de luttes, non seulement moyennant l'élaboration d'analyses nouvelles à propos des structures universitaires et sociales, et par la construction d'une nouvelle stratégie politique, mais également (et peut-être principalement) par la réalisation de nouvelles institutions de masse, de nouveaux modes d'organisation politique des luttes des étudiants à l'intérieur de la Faculté de Sociologie et à l'échelle nationale[25]

Les documents recueillis dans le volume que nous commentons montrent la radicalisation du mouvement, au fur et à mesure que l'élaboration de « contre-plans » d'organisation de la Faculté s'avère impossible sans que ces projets alternatifs soient soutenus par une « contestation radicale et une modification substantielle de la structure actuelle du pouvoir académique » (p. 14).
Le *Bilan de la deuxième occupation*[26] met en cause le statut théorique et pratique de la discipline sociologique :

La *querelle* [en français dans le texte A. C.] à propos du statut et du programme définitif des études (…) a eu objectivement une *signification et une fonction démystificatrices* (…) *La lutte pour un « diplôme en sociologie » implique* (…) *nécessairement une idée déterminée de la structure institutionnelle de l'Université, une vision adéquate de la figure professionnelle du sociologue, une orientation cohérente de la formation scientifique et didactique*[27]

La détermination, voire *l'auto*-détermination, de la discipline sociologique s'articule immédiatement au positionnement vis-à-vis du politique et du social, cette auto-détermination impliquant d'engager le savoir à propos de la société dans une intervention transformatrice à l'égard des rapports sociaux :

Le Mouvement a été amené à reconnaître que *le mot « démocratie » peut vouloir dire très peu ou rien du tout*, si l'on omet de spécifier quelle démocratie on vise, ou a fortiori quelle démocratie on veut effectivement réaliser ; que *le mot « sociologie » peut recouvrir les conceptions scientifiques les plus disparates* (dans les cas où il s'agit de conceptions « scientifiques ») si toute précision est évitée à propos du genre de sociologie qu'on voudrait institutionnaliser et développer ; que, en conclusion, *la qualification de « sociologue » peut servir comme un masque pour les destinations professionnelles les plus diverses et réciproquement antithétiques*, si on refuse d'expliciter le « modèle » de sociologue qu'on voudrait produire et les fonctions théoriques et opérationnelles qu'on voudrait lui assigner au sein de la société qui représente sa destination[28]

Cette prise de conscience entraîne une radicalisation des visées du mouvement et, du coup, l'émergence de clivages irréductibles dont l'occupation de la Faculté est le résultat. Ces clivages portent d'abord sur le statut de la sociologie (est-elle une science rigoureuse, et par là le vecteur d'une compréhension globale de la société qui en saisirait surtout les contradictions et les exigences de transformation ? Ou bien ne sera-t-elle jamais qu'un instrument passif de l'administration du « capitalisme avancé » ?) :

D'un côté, nous avons une idée de la sociologie comme science à part entière, et, justement pour autant qu'elle est une science authentique, comme *science critique* ; *de l'autre*, nous trouvons une conception de la sociologie qui la réduit à une *technique opérationnelle*, sans capacité de problématisation, sans liens avec les vraies problématiques de l'histoire et de la société, simple outil apte à n'importe quel usage, qu'on destine tantôt à une fonction négligeable dans la société, tantôt à devenir une arme du pouvoir et de l'oppression rationalisée[29]

Mais la rupture avec un programme « consensuel » d'auto-affirmation de la Faculté de Sociologie portera également sur la position de l'étudiant – sur son rapport subjectif au savoir spécifique qu'il

[25] *Ibid*., p. 6
[26] Publié intégralement dans « Questitalia », IX, n. 102-104, septembre-novembre 1966, p. 138-144.
[27] « Bilancio della seconda occupazione », dans *Documenti della rivolta universitaria*, cit. p. 26.
[28] *Ibid.,* p. 26-27.
[29] *Ibid.,* p. 27.

apprend et aux rapports de pouvoir, aux moyens didactiques et organisationnels, par lesquels il accède au savoir qui va définir son statut social et subjectif :

D'un côté, nous avons l'idée de l'étudiant *comme sujet de son propre « devenir-opérateur scientifique »*[30] et comme auto interprète de ses propres exigences scientifico-didactiques, de sa propre formation culturelle, de sa propre fonction en tant que professionnel ; *de l'autre*, nous trouvons une conception de l'étudiant *comme objet d'un processus mécanique de formation,* à l'intérieur duquel la liberté vis-à-vis des choix culturels et l'autonomie scientifique sont déjà conditionnées *a priori* par une planification rigide qui étouffe tout pluralisme[31]

Cette idée de l'autonomie subjective de l'étudiant, qui est immédiatement liée à son rapport au savoir dont il est le porteur, débouche sur l'esquisse d'un projet d'Université libre qui est aussi la préfiguration d'une Université utopique, d'une communauté-de-savoir autogouvernée et libre vis-à-vis des impératifs sociaux :

D'un côté, nous avons une vision de *l'université comme facteur autonome d'impulsion démocratique, culturelle et civique vis-à-vis du contexte social, comme communauté s'autogouvernant* moyennant la participation totale et égalitaire de tous ses membres, en tant que sujets actifs des décisions portant sur eux-mêmes, leur propre activité scientifique et didactique, leur destination professionnelle ; *de l'autre*, nous trouvons une idée de *l'université comme communauté autocratique, corporation stratifiée* selon la logique des structures de pouvoir, centre de gestion de groupes dominants vis-à-vis de choix qui portent sur des groupes dominés, destinés, eux, à subir un processus d'aliénation effective [*estraneazione*] vis-à-vis de décisions qui les concernent en premier lieu[32]

La formation des sociologues, qui pourrait déboucher sur une conscience critique de l'ensemble des contradictions sociales, est organisée de manière à empêcher la formulation de problèmes sociaux de caractère général et la proposition d'instruments concrets pour les résoudre. La forme d'existence et de reproduction sociale du savoir sociologique, et non la « spécialisation » en tant que « destin » et « essence » de toute science rigoureuse, détermine la réduction de la sociologie à une simple technique de gestion sociale.
Par la confrontation aux données empiriques, la sociologie peut briser le « cercle de l'automystification » (p. 28) de l'abstraction théorique et de la rhétorique « humaniste » creuse ; mais, afin que l'empirisme ne dégénère en technicisme obtus, il faut que l'opération sociologique s'inscrive dans une considération de la totalité dynamique des rapports sociaux :

L'humanisme réel, effectif, passe par les problèmes techniques et spécialisés, il progresse dans la mesure où il parvient à saisir leur connexité au sein de la totalité sociale et à en tirer des conséquences[33]

L'isolement des objets de leur contexte global, la tendance à limiter la recherche à des champ très limités, font de la sociologie une technique de gestion et de manipulation : elle doit procéder à une *conversion* de son propre statut en référant constamment ses résultats à des questionnements théoriquement élaborés qui participeraient d'une pratique d'*intervention sociale*. Le savoir

---

[30] [« farsi scienziato », litt. « se rendre soi-même opérateur scientifique ». Dans la langue italienne, l'usage réflexif du verbe « fare », « farsi », peut être un simple équivalent de « devenir telle ou telle autre chose » - « farsi adulto » = « devenir adulte » - mais peut aussi renvoyer, d'une façon moins neutre philosophiquement, à une auto-constitution du sujet par la praxis. Les occurrences de « farsi » et de ses dérivations sont innombrables dans les œuvres de Giovanni Gentile. Ici, l'insistance sur l'autonomie du sujet-étudiant et sur la liberté de choisir les formes de sa propre formation renvoient implicitement à des options philosophiques diffuses mais précisément déterminées – la « philosophie de la praxis » italienne à laquelle les jeunes sociologues articulaient très vraisemblablement le pragmatisme démocratique de John Dewey].
[31] *Ibid.,* p. 27.
[32] *Ibid.,* pp. 27-28.
[33] *Ibid.,* p. 29.

sociologique à propos de la société est une *opération sociale* (p. 30) : il n'étudie pas un objet extérieur, mais est impliqué dans l'ensemble des rapports qu'il cherche à connaître.

Par conséquent, la sociologie est une science intrinsèquement « critique » (…) elle pose des problèmes d'engagement social et humain à ses opérateurs (…) *la visée sociologique d'étudier scientifiquement la société entraîne inévitablement des conséquences sociales*[34]

Les sociétés modernes ne peuvent fonctionner que grâce à des connaissances rigoureuses à propos de leur propre complexité, de leurs transformations de plus en plus rapides. C'est pourquoi l'essor d'une science sociologique est d'abord quelque chose dont la modernisation capitaliste a besoin.
Mais la possibilité est par là ouverte de retourner le potentiel critique de cette auto-réflexion de la société contre l'ordre établi qui la gouverne :

Cette connaissance est destinée à ébranler les mythes (…), les préjugés traditionnels dépourvus de fondements logiques et de légitimité éthique, les aberrations des individus et des groupes, les régimes politiques fondés sur le consensus créé artificiellement de masses humaines expropriées de toute possibilité technique d'élaborer un jugement critique et autonome. *Une recherche sociologique authentique pose toujours des problèmes d'ordre « politique »* (…) A partir du moment où la recherche cesse d'être un exercice académique auto-référentiel (…) *elle met en question toute une société*, avec ses valeurs, ses mœurs, ses institutions[35]

Cette « conversion » critique de la sociologie représente un idéal correspondant à l'idéologie « classique » des Lumières : la connaissance dissipera les préjugés, et évitera les « aberrations ».
Mais un problème est posé qui est évidemment hétérogène par rapport à cet idéal pédagogique : le sociologue doit refuser d'être « en surplomb » vis-à-vis des rapports sociaux, et penser sa propre opération comme toujours-déjà incorporée à une totalité sociale par rapport à laquelle il s'agit d'inventer des formes d'intervention responsable. Les rôles traditionnels du savant – le philosophe-roi, le technicien-bureaucrate « neutre » et « impartial »[36] - sont critiqués au nom d'une implication directe du savoir sociologique vis-à-vis de la « vie publique », implication qui suppose une autogestion de la pratique de la science par les opérateurs scientifiques eux-mêmes :

La science sociale [représente] un « organe de l'intelligence publique » (...) et les chercheurs en sciences sociales [deviennent] des membres conscients d'une association qu'ils contrôlent et dont le nom générique est justement celui de « sciences sociales »[37]

La problématisation du rapport au savoir est articulée à la question de la portée politique du mouvement étudiant. Une « nouvelle phase politique du mouvement étudiant » est annoncée par un texte diffusé le 7 novembre 1967 au cours d'une grève. Ce texte est le dernier que produira l'Organisme de représentation du mouvement, « qui sera bientôt liquidé afin d'expérimenter des nouvelles formes d'organisation politique correspondant à des luttes d'un nouveau genre et à la nouvelle stratégie politique élaborée par le mouvement étudiant national »[38]. Les développements à propos de l'émancipation de l'étudiant comme porteur d'un savoir virtuellement critique tendent à s'effacer, et la question du pouvoir et d'une stratégie proprement politique est posée d'une façon plus nette et radicale qu'auparavant. Le mouvement étudiant se présente comme le lieu d'élaboration d'une politique à venir, oscillant entre l'action interne à l'Université et l'investissement de (et par) l'extérieur:

---

[34] *Ibid.,* p. 30.
[35] *Ibidem*
[36] *Ibid.,* p. 32.
[37] *Ibid.,* p. 33.
[38] *Ibid.,* p. 40.

Il faut que la masse étudiante aborde la problématique de la création d'un pouvoir propre, d'un pouvoir à elle, s'opposant à la politique menée par la direction de l'institut (…) L'histoire des cinq dernières années a montré qu'une lutte fondée sur une conscience claire des urgences politiques (…) est la seule capable de fournir au mouvement étudiant *les instruments d'un pouvoir qui s'opposerait à l'autoritarisme académique*[39]

Cependant, la question du savoir et du rapport subjectif que les étudiants entretiennent avec lui ne disparaît pas. La politisation radicale des luttes étudiantes, par-delà leur dimension corporative, est articulée à une analyse de plus en plus approfondie de l'Université et de l'Ecole en tant que structures internes au capitalisme avancé. Ces structures sont traversées par une contradiction qui divise en deux le statut du savoir dans la société capitaliste-avancée. Le capitalisme est incapable de traiter par ses propres moyens les problèmes posés par ce statut et de les soumettre à une solution consensuelle et pacifiée. Dans cette contradiction, une politique étudiante peut s'installer, à condition de représenter un rapport au savoir différent de celui que le capitalisme engendre tout en le rendant immaîtrisable. Nous chercherons à suivre la formulation contradictoire et graduelle de cette politique et de ses enjeux dans les documents de Trento.
Nous citerons d'abord les *Remarques sur la structure scolaire*, l'un des textes issus de la troisième occupation, laquelle a vu une prise de position nette vis-à-vis du

problème du pouvoir, et, par là, de celui d'une stratégie *politique* qui serait en mesure de surmonter les limites des visées « syndicales » propres aux occupations précédentes [et qui] est explicitée pour la première fois dans ces textes par le mot d'ordre du « pouvoir étudiant »[40]

Points décisifs traités au cours de cette occupation sont : le rôle central de l'AG comme organe des décisions collectives ; le refus de la représentation institutionnalisée ; l'organisation de séminaires, commissions et groupes de travail politique comme stratégie d'implication directe de la masse étudiante dans les tâches d'élaboration et de décision (pp. 44-45).
La structure traditionnelle de l'école et ses fonctions sont analysées dans les termes suivants :

Incorporation rapide de la jeunesse au mécanisme productif par le biais d'une qualification réduite au spécialisme le plus poussé ; formation de la classe dirigeante politique et économique[41]

Cette double fonction, fondée sur des rigides critères de classe, impliquait une séparation nette entre, d'une part, la formation technico-professionnelle, fournie par l'Etat ou directement par les entreprises, et qui pouvait se réduire au simple apprentissage destiné à exécuter des tâches déqualifiées et sérialisées, et, d'autre part, les Lycées et les Universités, réservés aux classes dominantes et fondés sur l'idéologie de la *alta cultura* sublime et « désintéressée » (p. 45). Cette structure est, depuis la fin des années 1950, ébranlée par le développement capitaliste de la Péninsule :

L'unification du capital international, l'interventionnisme de l'Etat-planificateur [*Stato programmatore*], l'urgence d'une accumulation rapide afin de pouvoir faire face aux nouvelles formes de la production et à la concurrence internationale, imposent des liens de plus en plus étroits entre toutes les structures sociales en les soumettant de la manière la plus rigide à une seule et unique finalité : maximalisation du profit pour maximiser l'accumulation des capitaux et des investissements les plus immédiatement rentables par rapport au marché international. Il n'est pas inutile de rappeler que, aujourd'hui, l'Italie est la septième puissance industrielle mondiale, et que ce résultat n'a été possible que grâce à une accumulation intensive subie par les classes laborieuses, qui ont vu leurs salaires baisser (…), et à la persistance de vastes strates déqualifiées ou livrées au chômage, à une scolarisation limitée (…) Cette forme de développement capitaliste – caractérisée par des processus massifs d'innovation technologique et par des stratégies de rationalisation novatrices dans le domaine de l'organisation de l'entreprise - détermine, d'une part, l'incorporation tendancielle des libres professions à l'entreprise – les

[39] *Ibid.,* p. 43.
[40] *Ibid.,* p. 44.
[41] *Ibid.,* p. 45.

porteurs de compétences professionnelles deviennent des salariés des institutions publiques et privées (…) Le développement technologique et l'introduction de nouvelles machines au sein du processus de production entraînent l'essor de nouvelles tâches – contrôle, manutention, organisation – dont l'école n'est pas en mesure de se charger, et qui s'avèrent pourtant indispensables (d'où le problème de la formation de techniciens hautement spécialisés, etc.). Mais ce qui s'impose d'une manière fondamentale est la nécessité, pour le capitalisme, d'impulser une formation scolaire plus large et systématique, et encore la diffusion des connaissances – nécessité qui entre en contradiction d'une part avec les structures de l'école traditionnelle, et, de l'autre, avec des exigences « politiques » de limitation et contrôle de ces connaissances afin de leur empêcher de représenter à la fois des moments de contestation du système, et des outils pour contrôler collectivement les modalités et les usages des savoirs[42]

Cette contradiction se déploie au cœur des processus de production et reproduction du savoir qui représentent une des conditions essentielles du capitalisme avancé :

Pour tout un secteur du capitalisme, l'urgence s'impose de fournir au travailleur, au technicien, une culture en un certain sens critique qui permettrait une capacité d'adaptation rapide aux transformations (elles aussi se produisant de plus en plus rapidement) de la technologie – ce qui est d'abord une nécessité du point de vue du développement des forces productives. Mais il est évident aussi que des capacités critiques plus développées, et une incorporation active du travailleur au processus de production peuvent déboucher sur une critique des rapports de production actuels. Voilà donc la contradiction décisive : alors que la logique objective des choses demanderait une scolarisation maximale pour chacun, et qu'une nécessité objective se manifeste de dépasser tant les limites des approches spécialistes et techniques des écoles professionnelles, que l'abstraction et le « désintéressement » des Lycées, - alors que l'urgence se manifeste de dépasser le clivage entre science et métier, entre technique et culture, et de fournir aux jeunes générations une formation critique capable de rompre avec l'accumulation stérile des connaissances inertes et parcellisées, et avec la rapidité de leur déqualification - alors que tout cela s'impose avec une force grandissante, le capitalisme, visant en premier lieu son auto-perpétuation en tant que système, fait obstacle précisément à ces exigences. Par conséquent, la tendance à une scolarisation maximale entre en conflit [avec l'inexistence d'une politique d'investissement et d'un système d'aides sociales pour les étudiants], avec les clivages entre ville et campagne, entre Nord et Sud (…), avec la nécessité politique de limiter l'élargissement de la scolarisation, afin d'éviter que les anciennes structures scolaires soient ébranlées et que les étudiants finissent par devenir une force de contestation dangereuse (…), avec la nécessité pour le capital d'une masse de force-travail déqualifiée à utiliser comme moyen de pression contre les revendications salariales. En outre, des obstacles ultérieurs s'opposent à une formation critique et multiforme : 1) la nécessité pour le capitalisme de ne pas développer davantage des capacités critiques qui pourraient être utilisées pour remettre en question l'appropriation de la plus-value, les rapports actuels de pouvoir, l'orientation actuelle du développement économique ; 2) l'autoritarisme du capital tant à l'usine et dans la société qu'à l'école – autoritarisme qui est indispensable afin de pré-déterminer, déjà à partir de l'âge de la scolarité, l'assujettissement de l'individu aux rôles fixés par la production économique ; 3) la nécessité, qui est une conséquence du point précédent, de conserver les inégalités sociales, l'absence de communication entre écoles professionnelles et lycées (…) ; 4) la nécessité pour le capitalisme de transmettre par l'école ses propres valeurs, qui rendent impossible la critique de l'assujettissement des jeunes : cette exigence d'imposer des valeurs mystifiantes fait obstacle à une formation pleinement critique et à une connaissance objective du processus de production et du développement social ; 5) la valorisation complète de la force-travail et l'évaluation des qualifications entrent en contradiction avec la nécessité autoritaire, pour le capital (…), d'une division du travail soumise à la performativité productive immédiate, à la logique de la rentabilité à court terme ; du coup, la reconnaissance des compétences de la force-travail entre en contradiction avec le système des « salaires de classe » qui ne correspondent pas à la valeur des qualifications du travailleur mais aux tâches qui lui sont assignées dans l'entreprise. Dès que la qualification de la force-travail issue de l'école devient un aspect décisif du développement capitaliste et de la confrontation aux mutations technologiques et à la concurrence internationale, le capitalisme tend à charger l'Etat de la formation de la force-travail tout en s'en assurant le contrôle politique direct ou indirect (…) Cette contradiction a lieu entre les nécessités stratégiques du capital et ses nécessités immédiates (…) Elle explique l'état d'arriération dans lequel se trouve l'école aujourd'hui en Italie [43]

Ces analyses, et les revendications qu'elle semblent légitimer, semblent viser une simple rationalisation de l'école capitaliste afin de l'incorporer davantage aux nécessités stratégiques du capital opposées à ses intérêts immédiats, arriérés et parasitaires. Cependant, l'affirmation, dans les lignes finales du document, d'un « pouvoir étudiant » [*potere studentesco*] est quant à elle autrement radicale que ces

[42] *Ibid.,* pp. 46-47
[43] *Ibid.,* pp. 47-50.

mesures modernisatrices : la revendication d'autonomie et de pouvoir donne une force particulière à la thèse d'un potentiel critique, d'une puissance de l'intelligence, que les rapports capitalistes développeraient pour les défigurer aussitôt. Pourtant, cette revendication est traversée par des ambiguïtés patentes correspondant aux aspects modernisateurs de la demande « démocratique » de concertation et de co-gestion :

L'affirmation du pouvoir étudiant signifie l'affirmation d'une intervention indépendante capable de contester les choix qui sont faites aujourd'hui dans l'école et concernant l'école, les méthodes actuelles de l'étude, et les rapports de pouvoir qui rendent ces choix possibles[44]

La radicalité latente de cette revendication de pouvoir et d'autonomie finit par refaire surface de l'intérieur même d'une demande de modernisation :

L'affirmation du pouvoir étudiant ne signifie pourtant pas une contestation portant sur des aspects isolés mais un refus permanent de toute institutionnalisation dont la fonction essentielle consiste à représenter une alternative globale vis-à-vis de la structure de l'école[45]

Le texte consacré à l'Université comme « institution de la production » [*istituto produttivo*] cherche à articuler la critique des structures universitaires à l'analyse de la subsomption de la société à la logique capitaliste-marchande : l'Université est vue comme le lieu où est produite

une marchandise d'une nature particulière : *l'homme* en tant que marchandise justement, force-travail tant déjà qualifiée qu'en cours de qualification (…) Le but de cette institution de production (l'Université) est de faire accéder cette marchandise (l'étudiant qualifié) au marché du travail afin qu'elle y soit *vendue* (…) et *consommée*. La spécificité de cette marchandise (étudiant-marchandise) consiste à pouvoir être mise en circulation (…) déjà avant la fin du processus de production (…) Dans la plupart des cas, cette marchandise est mise en circulation dans un état d'inachèvement : l'étudiant universitaire qui devient « étudiant-travailleur » et finalement simple « travailleur » sans avoir terminé ses études est un phénomène typique de la phase actuelle [scil. du développement capitaliste]. L'institution de production est par ailleurs organisée de manière à exclure une partie très grande de la marchandise (étudiants) pendant les phases intermédiaires du cycle de la production[46]

En ce qui concerne l'Université comme structure de pouvoir, l'analyse vise la hiérarchisation des figures respectivement bureaucratiques, enseignantes et étudiantes :

L'Université en tant qu'institution de la production est réglée par des « lois de fonctionnement » générales et abstraites qui en prédéterminent les différentes articulations et dessinent le schéma des opérations propres aux moyens de production (enseignants-assistants) et des marchandises (étudiants). Ces lois générales s'incarnent dans le Statut et le Programme d'études (…) *Le Statut* (…) scelle les rapports de pouvoir entre le corps enseignant et la masse des étudiants, il établit que le processus de production ne peut avoir lieu que dans le cadre d'un contrôle illimité de la part du Professeur de toute décision concernant la marchandise (étudiant), sa qualification, les modalités et les temps de celle-ci (…) *Le programme des études* est la redistribution du pouvoir entre les enseignants, dont chaque représentant gère selon ses propres intérêts le cours qui lui est assigné. Pour les étudiants, il représente un moment de fragmentation, désorganisation et prédétermination autoritaire de leur propre formation[47]

Le paragraphe *Université comme structure de pouvoir* analyse l'organisation autoritaire de l'« Institution de production » universitaire, qui livre les étudiants-marchandises au « despotisme » et à l'« arbitraire » des enseignants :

---

[44] *Ibid.,* p. 50.
[45] *Ibid.,* pp. 50-51.
[46] *Ibid.,* p. 51.
[47] *Ibid.,* p. 55.

L'autoritarisme et le paternalisme ne peuvent disparaître en laissant leur place au développement d'une élaboration collective que grâce à la disparition de toute différence de pouvoir entre étudiants et enseignants, à la suppression des pratiques répressives de l'examen individuel, de la note individuelle[48]

La question de l'égalité et de la formation d'un « collectif » égalitaire comme acteur de l'organisation des études est ici ouvertement posée.
Un article de Guido Viale, dirigeant du mouvement étudiant turinois, paru dans les « Quaderni Piacentini », représente une exploration ultérieure des enjeux politiques de la critique étudiante du savoir universitaire et de ses liens avec les relations sociales de pouvoir :

L'agitation dans les universités a soumis à critique dès le début la notion de « culture » en tant que patrimoine que les institutions possèdent et octroient. Les acquis du débat se résument à la critique du concept de culture en tant que donnée objective (…). La sclérose des notions fournies par l'Université, leur distance vis-à-vis des problèmes politiques et culturels du « monde extérieur » (…) ont été les premiers ressorts de la tentative, de la part des étudiants, de mettre en place une pratique d'agitation capable d'aborder et transformer la culture d'une manière égalitaire, et de briser l'isolement de la culture universitaire par rapport aux problèmes politiques qui occupent l'humanité tout entière[49]

Les tentatives d'inventer une pratique politique adéquate s'articulent à l'exigence d'une transformation du rapport au savoir – transformation qui est aussi transformation *du* savoir et de ses rapports avec la totalité des déterminations historico-sociales. La construction d'un positionnement politique vis-à-vis des structures universitaires, et d'une pratique politique capable de traiter les points que la conjoncture dans les universités présente, est indissociable d'une mutation dans la position de l'étudiant vis-à-vis du savoir dont il est, à la fois, le porteur passif (l'« objet ») et l'instance active (le « sujet »). Par là, la question est posée d'une sortie collective de l'état de minorité, et d'une prise en charge commune et égalitaire du rapport à la « culture » et à l'« organisation » - à la fois politique et culturelle - :

Nos soucis principaux étaient de nous auto-éduquer à la libre discussion, de nous soustraire à l'assujettissement culturel vis-à-vis des professeurs, d'apprendre à auto-gérer notre mouvement et notre agitation par une participation commune et généralisée qui n'aurait pas confié les problèmes de la direction politique et de l'élaboration [scil. culturelle] à un groupe restreint plus ou moins bureaucratique (…) Que la culture puisse être autre chose que la capacité à aborder collectivement les problèmes politiques auxquels nous sommes confrontés, voilà quelque chose que nous nous refusons toujours à concevoir[50]

Au mythe de la culture « désintéressée » dans les disciplines littéraires, correspond l'idéologie de la neutralité du savoir techno-scientifique dans les disciplines dites « dures ». Les deux formes de mystification sont soumises à critique :

La science et son application technologique représentent, depuis plusieurs décennies, un tabou institutionnel de toutes les sociétés contemporaines, capitalistes ou « socialistes » (…) Dans les lieux de sa production effective, la recherche scientifique n'est que du travail parcellisé et routinier dont les acteurs sont des véritables armées d'opérateurs scientifiques encadrés par des organisations gigantesques (l'armée, la marine militaire, l'aviation USA, General Electrics, ou IBM, ou encore les universités travaillant directement pour le Pentagone ou pour l'industrie nord-américaine)[51]

La science et la technologie – y comprises les « sciences » et les techniques de la gestion des conduites – fonctionnent directement comme légitimation idéologique des inégalités sociales :

---

[48] *Ibid.,* p. 59.
[49] G. Viale, "Contro l'Università", dans "Quaderni Piacentini", 33, 1968, recueilli dans G. Fofi et V. Giacopini (éd.), *Prima e dopo il '68. Antologia dei Quaderni Piacentini*, minimumfax, Roma, 2008, p. 126.
[50] *Ibid.,* pp. 127-128.
[51] *Ibid.,* p. 128.

L'idéologie de la recherche scientifique se greffe sur cet appareil bureaucratique et économique. Cette idéologie n'est qu'un moyen (…) d'imposer à la société l'idéologème de la nécessité de la division en classes (« sans techniciens, sans experts, sans scientifiques, sans porteurs de compétences spécialisées, rien ne pourrait plus marcher »)[52]

Il faut donc viser une ré-incorporation du savoir, non pas à la société telle qu'elle est actuellement, mais à la totalité de sa dialectique, de son mouvement conflictuel, afin de dé-fétichiser tant les *Humanae litterae* que les disciplines techno-scientifiques. Le processus de l'ouverture consciente et systématique du savoir universitaire à la totalité des rapports sociaux est nommé, d'après Charles Wright Mills, « imagination sociologique » :

L'expression « imagination sociologique » a été introduite et développée par Ch. Wright Mills pour connoter le dénominateur commun de la culture du XX siècle. L'école et l'université italiennes manquent totalement de la moindre imagination sociologique. L'esprit (…) de nos enseignants est particulièrement hostile à l'égard de tout point de vue sociologique comme critère de vérification de ses énoncés[53]

Il ne s'agit aucunement dans ces lignes de stigmatiser l'isolement de l'école et de l'Université en lui opposant une « fusion » et une « ouverture » vis-à-vis du Grand Animal Social et de ses appétits généralement bestiaux et bêtifiants. Au contraire, l'idéologie de l'indépendance de la culture et de la techno-science vis-à-vis des rapports sociaux cache en effet une passivité absolue des lieux de la production de savoir vis-à-vis des impératifs de la société divisée en classes. Il s'agit, par contre, d'*inventer* (l'« imagination sociologique ») de nouvelles formes d'articulation entre le savoir et la société, par lesquelles le savoir pourrait jouer le rôle d'un facteur actif et critique de la transformation de la société. Contre la soumission du savoir à la logique de la reproduction des rapports sociaux donnés – soumission qui peut prendre la forme tant de la séparation idéologique que (et c'est le cas le plus fréquent aujourd'hui) d'une « sociomanie » de réformateurs ministériels - ce qu'il faut viser est la *création* de toute pièce d'une nouvelle implication entre d'une part la production et l'usage des connaissances, et de l'autre l'intervention active et collective dans les conditions sociales d'existence. Ce qui sera expérimenté sous la forme des célèbres contre-cours :

Les soucis de tous les animateurs des contre-cours [*controcorsi*] concernaient en priorité des enjeux de société : la destination sociale et l'usage de la culture et de la science, et surtout l'élaboration d'un ensemble d'outils visant la ré-interprétation de la réalité sociale. Les sujets choisis pour les contre-cours en témoignent suffisamment : « école et société » ; « La société italienne entre miracle économique et conjoncture » ; « Le conflit social » ; « Psychanalyse et répression sociale » ; « Le Vietnam » ; « L'Amérique Latine » ; « La pédagogie du dissensus » (…) Les visées des contre-cours se sont progressivement déplacées d'une analyse sociologique générale en direction de la réalisation d'analyses plus spécifiques qui ont vu la prédominance de l'élaboration d'outils pour la praxis et l'intervention[54]

La *Lettera* de l'Ecole de Barbiana figure parmi les sources principales d'inspiration des *controcorsi* consacrés à la critique de l'école :

De ce point de vue, la discussion à propos du rôle des enseignants qui a eu lieu dans la commission « Ecole et société » a été de la plus grande importance. La *Lettera a una professoressa* écrite par l'école de Barbiana a fonctionné comme une source majeure d'inspiration pour toute la mobilisation de la Faculté (…) La *Lettre* de Barbiana est un témoignage qui reste ambigu du point de vue de la juste façon de tenir un discours général sur la société dans laquelle nous vivons, bien qu'elle y fasse allusion par une telle quantité de références qui rendent impossible tout malentendu quant à son jugement à propos de ladite société[55]

---

[52] *Ibid.,* p. 129.
[53] *Ibid.,* p. 131.
[54] *Ibid.,* pp. 131-132.
[55] *Ibid.,* p. 132.

La critique égalitaire de l'école, et en général le postulat égalitaire, sont ce qu'il y a de décisif dans la *Lettera* :

La fonction de sélection de l'école, sa nature d'instrument de contrôle politique, la fonction que la culture accomplit de légitimer les discriminations et l'oppression de classe – voilà les points traités par ce discours nouveau sur l'école que la culture « de gauche » (nous voulons dire d'extrême gauche, bien entendu) n'a pas été en mesure de tenir jusqu'à aujourd'hui et que l'on retrouve par contre dans le discours de l'abbé Milani, malgré les fausses solutions pieuses et œcuméniques évoquées épisodiquement par les auteurs du livre. Le langage extrêmement direct (peu de mots=peu de mystifications) est un autre aspect décisif. La sociologie de l'école ne se fait pas par les statistiques et les théorisations abstraites de la pédagogie universitaire, mais par les expériences des individus, et par la tentative d'en tirer, moyennant un regard politique, des traits typiques susceptibles de généralisation permettant de traduire les jugements de chaque individu en analyses portant sur la structure de la société[56]

La *Lettera* est vue – d'une manière qui est peut-être réductrice par rapport à son statut presque « prophétique » - comme le premier document d'une sociologie nouvelle, qui refuserait les théories creuses et les données faussement objectives pour analyser l'implication des destins individuels dans les rapports sociaux inégalitaires que l'école concentre et reproduit. Ce qui est visé est une régénération du savoir sociologique par une transformation de la position subjective tant de l'« acteur » de la recherche que de son « objet ». La transformation du discours sur la société modifie la nature des places des « sujets » au sein dudit discours : leur rencontre n'est plus la rencontre entre le spécialiste et son objet, mais elle a lieu entre des sujets luttant pour dépasser leurs propres conditions de « fausse conscience » et de minoration.
Une exigence égalitaire de même nature inspire l'organisation des étudiants, qui est à la fois organisation du travail de recherche mené par les commissions et organisation de pratiques politiques :

La participation directe aux travaux des commissions et des groupes d'étude (…) a permis à la masse des étudiants (…) de fournir une contribution personnelle à l'élaboration [politique] et à la lutte collective, tandis que l'assemblée générale permanente imposait aux participants un rôle généralement passif (…) vis-à-vis des propositions et des interventions des *leaders*, c'est-à-dire de ceux qui parlent effectivement dans l'assemblée et qui sont toujours les mêmes personnes à l'exception près des quelques nouveaux cadres qui finissent par être recrutés à chaque nouvelle agitation[57]

Le déclenchement d'une dynamique de participation collective produit un mouvement émancipateur qui finit par ébranler les logiques de la représentation et de l'avant-garde. Tout le monde pense, et est impliqué dans la construction collective d'un savoir critique qui produit des effets d'émancipation immédiats. Du coup, des effets décisifs sont produits également dans le domaine de la division habituelle des tâches et des compétences proprement politiques.
Selon le récit de Viale, dans les premières phases du mouvement, la direction politique des luttes s'avère structurellement en retard par rapport au dynamisme de l'assemblée, si bien que les hésitations des « chefs » finissent par entraver l'organisation des luttes. Deux limites idéologiques principales de la direction politique sont indiquées : le verticalisme et le démocratisme abstrait qui se réduit à un indifférentisme politique :

[Tout cela] n'est que le résultat d'une mentalité verticaliste qui assigne aux « dirigeants » la fonction d'interpréter les tendances de la « base » au lieu de voir le dirigeant comme celui qui se rend capable de faire des choix avec un maximum de netteté et de détermination (…) Une autre erreur décisive consiste à penser que l'assemblée réaliserait sa propre autonomie politique, et du coup sa liberté, par une confrontation entre des choix quelconques, et que, par conséquent, la tâche des « dirigeants » consisterait dans l'exposition et l'analyse rationnelle des différentes possibilités[58]

---

[56] *Ibid.,* pp. 132-133.
[57] *Ibid.,* p. 133.
[58] *Ibid.,* p. 135.

L'idée d'un dirigeant-décideur reste ambiguë par rapport à la critique du verticalisme : l'enjeu de cette proposition consisterait à nier que le dirigeant soit celui qui *sait* plus, ou mieux, que les autres, pour lui assigner la fonction *d'agir* mieux que les autres, mais quelque chose reste d'aporétique et d'informulé, ou peut-être d'informulable, dans cette idée, justement à cause du danger ineffaçable de la passivisation de la « masse » vis-à-vis des « meneurs » ; la critique du démocratisme est par contre beaucoup plus forte et déterminée. L'autonomie politique, et la politique de l'autonomie, ne peuvent nullement consister à choisir entre des positions extérieures prédéterminées – mythologie du libre choix rationnellement orienté qui ne donne jamais que le triomphe de la moyenne des « individus » atomisés et concurrents. L'autonomie politique de l'assemblée ne se réalise que par la constitution de l'assemblée elle-même en tant que collectivité égalitaire qui se choisit elle-même comme autonome et égalitaire et dont l'existence coïncide avec ce choix, avec la construction commune de cette collectivité. L'assemblée ne doit pas trancher à propos de positions qui lui sont présentées de l'extérieur – elle n'existe que pour autant qu'elle s'est toujours-déjà choisie comme l'organisation égalitaire des intelligences qu'elle a choisi d'être par une décision pratique :

> Dans une société qui se fonde sur l'oppression, la liberté ne se réalise nullement sous la forme du « libre choix ». Les options ne sont jamais indifférentes et interchangeables, et c'est pourquoi l'assemblée ne réalise sa propre cohésion et son unité qu'en se frayant la voie qui lui permettra de se soustraire aux conditions propres à la « normalité ». Dans une société fondée sur l'atomisation et l'isolement de ses membres l'assemblée qui reconstruit le moment collectif de la décision politique ne peut exister que (…) comme instrument des luttes cherchant à se soustraire au contrôle institutionnel qui pèse sur chacun de ses membres. Il ne faut pas confronter l'assemblée à des « alternatives » supposées équivalentes (…) mais à des orientations politiques précises, la tâche du dirigeant, c'est-à-dire de l'avant-garde politique de l'assemblée, consistant à inventer les passages nécessaires qui permettent aux luttes d'avancer sur leur propre chemin. Lorsque l'assemblée est mise en état de choisir entre des orientations politiques opposées, son autonomie ne se réalise pas dans la simple possibilité de décider qui lui est octroyée, mais dans le fait qu'elle a été mise en état de décider en faveur d'une solution politique lui permettant de continuer à exister en tant qu'assemblée, donc en tant qu'outil d'une lutte collective[59]

L'assemblée n'est un lieu de liberté que pour autant qu'elle rend possible, par sa propre existence, la soustraction de l'individu vis-à-vis des rapports de domination qu'il subit. Je ne suis libre, en tant que membre de l'assemblée, que dans la mesure où je suis activement inscrit dans un processus de décision collective en régime de soustraction vis-à-vis des formes institutionnelles existantes : je ne suis libre que pour autant que je *deviens* libre en faisant exister une pratique collective dont l'existence coïncide en dernière instance avec un processus de libération commune. L'assemblée n'existe, en tant que collectivité, que comme cette pratique, à laquelle le savoir des luttes - qui se construit dans les luttes elles-mêmes - suffit. Le dirigeant ne doit pas apporter de l'extérieur un savoir aux luttes, mais « inventer » les conditions de la continuation et de l'élargissement des luttes.
L'avant-garde doit repérer et indiquer des « passages » par lesquels l'assemblée pourra continuer à traiter des points – traitement qui coïncide avec la perpétuation de l'existence de l'assemblée dans la mesure où, en traitant ces points, elle se donne une norme de conduite, une loi, indépendante des normes données dans l'état de la situation. L'assemblée choisit de continuer à exister par le traitement des points que sa propre existence en tant qu'immanente à des luttes fait surgir.

Ici, la question est posée explicitement de la création d'une nouvelle forme d'existence collective qui passe par la réorientation des positions subjectives des « acteurs ». La rupture avec toute forme existante d'institutionnalisation est mise par conséquent au centre du discours, ce qui est requis de la manière la plus rigoureuse par l'émergence de l'enjeu subjectif en tant que corrélat du processus de la négation vis-à-vis de la situation donnée. C'est à partir de cette émergence que les problèmes de l'organisation et de l'institution vont être posés : comment faire durer le *sujet* de cette soustraction ? Comment traiter ses conséquences ? Comment gérer la négativité qui est condition de toute

[59] *Ibid.,* pp. 135-136.

autonomie ? Ces questions seront au cœur de la pratique politique des mouvements et des formations gravitant autour de la *Nuova Sinistra*. Nous nous bornerons à les aborder par le biais de deux tentatives d'esquisser un bilan des enjeux et des apories du mouvement étudiant.

III. Désir, sécession et savoir. Bilans théoriques et politiques des mouvements étudiants (Elvio Fachinelli et Franco Fortini)

Les tentatives de produire une théorie de la mobilisation étudiante furent, en Italie ou ailleurs, relativement nombreuses. J'ai choisi de présenter ici les deux théorisations qui, dans le contexte italien, me semblent avoir été les plus radicales et ambitieuses, voire tout simplement les plus capables de saisir la singularité du mouvement, ses enjeux et son devenir. Il faut néanmoins préciser qu'il s'agit de deux lectures des événements largement différentes, voire inconciliables, dont les auteurs furent tous les deux très liés initialement à la revue « Quaderni Piacentini ».
La première de ces lectures est celle proposée par Elvio Fachinelli[60]; son point de départ est le refus des lectures psychologisantes des mouvements de la jeunesse qui dominaient les milieux psychanalytiques : la tentation était forte d'interpréter la révolte à partir des généralités habituelles sur le complexe d'Œdipe, mais

> l'expérience était en train de nous montrer que le conflit avec la figure paternelle revêtait chez nos analysants un rôle secondaire, alors que les problèmes de l'autorité et du pouvoir étaient posés d'une manière beaucoup plus dramatique [Les cibles des appels à en finir avec la répression] étaient tous ces personnages qui avaient commencé à montrer leur essentielle vacuité autoritaire : hommes dits d'acier qui étaient en réalité en papier, hommes à la voix très forte mais qui ne parlaient pas avec leur propre voix, hommes qui, dans le vide effrayé de leurs palais sans fenêtres évoquaient la mort nucléaire… Mais la protestation allait encore plus loin[61]

Ce qui est visé par les révoltes de la jeunesse est

> une société fantasmatique, qui, face à ces jeunes, d'une part promet une libération totale vis-à-vis du besoin, et, d'autre part, entraîne la perte de toute identité personnelle. Cette société articule une possibilité immédiate de stabilité et de sécurisation à une perspective inacceptable : la perte de soi-même en tant que projet et désir[62]

---

[60] Elvio Fachinelli (Luserna [Trento], 1928 – Milan, 1989), psychiatre, psychanalyste et traducteur, avec sa première femme, Herma Trettl, de la *Traumdeutung* et de textes « irréguliers » de Freud comme *Le sens opposé des paroles originaires* fut, selon le propre jugement de Lacan « la première personne qui m'a lu en Italie et à qui ça a fait quelque chose » (*Lacan in Italia, 1953-1978,* la Salamandra, Milan, 1978, p. 105). Michel David le qualifie d'intellectuel « antiautoritaire et autogestionnaire persévérant ». Bien qu'animé par une profonde admiration à l'égard de Lacan, il refusera de le suivre dans des pratiques qui, pour l'intellectuel italien, auraient fini par reproduire les logiques institutionnelles que le geste lacanien originaire vis-à-vis de la sclérose de l'IPA avait ébranlé. Animateur en 1968 du *controcorso* « Psychanalyse et société répressive » créé par le mouvement étudiant de la Faculté de Sociologie de Trento, il est invité par un groupe d'étudiants universitaires à participer à l'expérience de l'*Asilo autogestito e antiautoritario* de Porta Ticinese, à Milan. Cette expérience de pédagogie antiautoritaire débouchera sur la fondation de la revue *L'erba voglio* (1971-1977) autour de laquelle se réuniront plusieurs groupes et figures de l'aire dite « Autonome ». Dans les années 1980, Fachinelli développera une réflexion plus théorique sur les problèmes de la répétition et de la libération, du temps et de la mort, dans une trilogie à laquelle il travaillera jusqu'à sa mort en 1989 : *La freccia ferma. Tre tentativi di annullare il tempo*, L'erba voglio, Milan, 1979 ; *Claustrofilia*, Adelphi, Milan, 1983 ; *La mente estatica*, Adelphi, Milan, 1989. Le rapport ambivalent à Lacan, la lecture radicalement libertaire des apories psychanalytiques, la multiformité de ses interventions font d'Elvio Fachinelli la seule figure de la *Nuova Sinistra* italienne comparable à Félix Guattari. Malheureusement, on retrouvera aussi chez lui toutes les ambiguïtés liées à la thématique du désir.

[61] E. Fachinelli, « La protesta sul lettino » (1988), entretien avec F. Oldrini, dans E. Fachinelli, *Intorno al '68. un'antologia di testi* (édité par M. Conci et F. Marchioro), Massari, Rome, 1998, pp. 195-196.

[62] E. Fachinelli, « Il desiderio dissidente », dans « Quaderni Piacentini, 33, février 1968, recueilli dans E. Fachinelli, *Intorno al '68*, cit. p. 79.

Fachinelli reconnaît dans les révoltes étudiantes une tendance qui sera étudiée également par Lacan dans les séminaires XVI et XVII (d'ailleurs, il utilise souvent des concepts lacaniens comme la disjonction entre *besoin* et *désir*) : une tendance consistant à viser moins les figures « exceptionnelles » de l'autorité personnelle et transcendante que celles, anonymes mais omniprésentes, d'un pouvoir abstrait et « systémique » de régulation impersonnelle. Ce glissement, correspondant, pour Lacan, au passage du discours du maître au discours de l'Université, implique, pour l'analyste italien, qui travaille ici à partir des idées kleiniennes, le passage d'une position du sujet organisée autour du rapport à l'autorité paternelle, à une position dont le noyau est l'angoisse vis-à-vis de la toute-puissance bienveillante de la mère. La société du *Welfare* – Lacan dirait : du service des biens – dispense nourriture, protection et sécurité, mais, en revanche, elle impose au sujet une condition de dépendance totale :

L'étape la plus avancée de la société industrielle tend à être vécue par l'individu comme une répétition de la relation la plus « naturelle », la plus « biologique », parmi celles qui ont lieu au sein de la famille. Dans son propre discours idéologique, cette société tend à avoir recours d'une manière de plus en plus massive à des métaphores biologiques, cibernético-biologiques, et à se présenter comme un ensemble de systèmes dont la régulation est toujours-déjà *calculable à l'avance*. L'accent est mis sur la fonctionnalité et l'équilibre (…) Le recours presque obsessionnel, de la part des dissidents, à des mots tels que « *inserimento* » [*inscription*] et « *integrazione* » [*intégration*] confirme la profondeur et la puissance de ce processus[63]

Face à une forme de pouvoir qui substitue à la fonction « exceptionnelle » de la maîtrise une gestion impersonnelle et dépersonnalisante, la révolte, dont le but est la ré-appropriation de l'identité subjective, ne peut qu'être une révolte absolue, excédant tout but calculable, ne visant que la réouverture indéfinie du processus de la contestation.
Pour Fachinelli, cette dialectique du désir, consistant à dépasser tout objectif déterminé, est au cœur de la constitution et du fonctionnement des groupes issus des luttes de 1968 :

[Les groupes] avaient compris progressivement que toute visée déterminée aurait dû être dépassée au moment même de sa réalisation[64]

Le groupe apprend au fur et à mesure que ses luttes avancent, que

ce qui est essentiel pour sa survie n'est pas l'*objet du désir*, mais la *condition de désir*. Et, afin de la rendre permanente, il faut renoncer à l'illusion d'une incarnation définitive du désir : le désir satisfait est mort en tant que désir, et sa mort entraîne la mort du groupe[65]

La mort du groupe coïncide avec sa clôture, son institutionnalisation en tant qu'organisation avec des finalités et une structure déterminées : il devient, de groupe de désir, groupe de besoin.
Fachinelli voit dans le « groupe de désir » le porteur d'un processus critique à l'égard des (pré-)suppositions de réalité qui structurent notre existence habituelle :

Le groupe de désir surgit à partir d'une perspective angoissante : la dissolution de l'individualité de ses membres. Il tend par conséquent à la négation de la mort, la mort du groupe et des individus. On objectera que, en niant la mort, le groupe assume une position irréelle, en demandant (encore une fois) quelque chose d'impossible – une position de « défense maniaque » vis-à-vis de la réalité de la dépression et de la mort[66]

En transférant sur la dynamique politique des groupes étudiants la dialectique kleinienne entre dépression et euphorie maniaque – celle-ci étant une défense contre la dépression que les

[63] *Ibid.,* pp. 79-80.
[64] E. Fachinelli, « La protesta sul lettino », cit. p. 196.
[65] E. Fachinelli, « Il desiderio dissidente », cit. p. 81.
[66] *Ibid.,* p. 82.

développements de la théorie kleinienne auraient fini par frapper de condamnation moralisante – Fachinelli rappelle que les critiques des phénomènes d'activisme groupal portant sur leurs tendances supposées à l'« irréalisme », finissent par rabattre la « réalité » en tant que telle sur *cette* réalité qu'une

> société déterminée incarne et considère comme absolue (…) Mais l'objection obstinée du désir, qui enveloppe le « rêve », l'« abstraction », l'agir « fou » et « déréglé », montre le peu de réalité de cette réalité supposée absolue[67]

Les positions de Fachinelli sont incontestablement fascinantes, et saisissent certains aspects décisifs des mobilisations étudiantes mondiales. Pourtant, l'insistance unilatérale sur l'ouverture indéfinie du processus aboutit à une considération totalement nihiliste de l'institutionnalisation des mouvements et des groupes, et finalement à une fétichisation de la négativité vis-à-vis de tout objectif déterminé. Fachinelli jugera comme entièrement négative l'expérience de la formation des groupes politiques de l'après-1968 :

> Cette recherche a déclenché des processus d'une grande fécondité, mais qui étaient aussi très angoissants, et qui ont impulsé une tendance à refermer trop rapidement le vide, par le biais des anciennes formes organisationnelles : les groupes, les partis… la clôture contre la mise-en-commun, la sectarisation poussée jusqu'aux horreurs et aux terreurs des années 1970[68]

Bien que le problème de la clôture organisationnelle représente en effet la pierre d'achoppement des groupes qui se formeront après 1968, la lecture de Fachinelli escamote entièrement les conditions réelles qui forcèrent le mouvement étudiant à se positionner tant par rapport aux luttes ouvrières qu'aux formations politiques de la Gauche historique, d'origine tiers-internationaliste, et donc à s'inscrire dans une logique organisationnelle qui aurait fini par répéter le tiers-internationalisme le plus classique. Les racines du processus organisationnel sont à rechercher dans la nécessité de se confronter à une situation politique et sociale (luttes ouvrières, nécessité d'une coordination des luttes étudiantes, crise des partis de gauche…) qu'une lecture mettant unilatéralement l'accent sur la dialectique du désir n'arrive pas à saisir.

---

[67] *Ibid.,* p. 83.
[68] E. Fachinelli, « La protesta sul lettino », cit. p. 198.

Pour conclure, je présenterai ici les réflexions de Franco Fortini[69] à propos des mouvements étudiants de la période 1967-1968. Le point de départ de ces analyses est le bilan d'une lutte, menée au cours des années 40 et 50, pour l'expérimentation de nouvelles formes d'organisation des intellectuels, de nouveaux rapports entre politique et culture, qui auraient dû proposer une alternative aux rapports traditionnels que les partis de gauche, et plus généralement la tradition socialiste et communiste, avaient établis entre ces instances[70]. Selon un bilan esquissé par Fortini lors de la réédition en 1973 de son livre de 1957, *Dieci Inverni*, la découverte de l'industrie culturelle et du néo-capitalisme, et l'expérimentation de nouvelles formes de pratique intellectuelle – soustraites à la logique traditionnelle des partis – sont les grands acquis tant de la période précédant l'explosion des conflits de classe au début des années '60 que des luttes étudiantes autour de 1967-1968.

Désormais, aucune proposition concernant le rapport entre politique et culture ne peut plus éviter de se confronter, d'un côté, à l'intégration des fonctions intellectuelles aux appareils de la production capitaliste, au marché, et aux stratégies étatiques de rationalisation et planification ; de l'autre, à des pratiques culturelles inédites, à des tentatives de produire et transmettre de l'intelligence et du savoir extérieures, ou opposées, aux lieux et aux formes traditionnels de la fonction intellectuelle.

Le rapport pédagogique entre l'intellectuel-*vates* et le peuple, les mythes de l'élite sublime, peu importe si spirituelle et solipsiste ou progressive et engagée, tous les types traditionnels de rapport entre les intellectuels et la collectivité – tout cela était en train de disparaître, non seulement à cause des changements dans les rapports de production capitalistes, mais aussi grâce à une *appropriation* de la fonction intellectuelle par des nouvelles classes et fractions de classes, des nouvelles générations, des nouvelles strates culturelles que le développement impétueux et tragique de la Péninsule avait jetées dans l'orage de l'histoire, et qui revendiquaient maintenant des responsabilités autonomes tant dans le domaine de la politique que dans celui de la production de culture et de l'exercice de l'intelligence.

---

[69] Né en 1917 à Florence, d'un père juif et d'une mère catholique, et mort à Milan en 1994, le poète, critique littéraire et essayiste Franco Lattes (qui adoptera le nom maternel lors des lois fascistes sur la race) fut un protagoniste essentiel des débats politiques, littéraires, et généralement culturels de l'Italie de l'après-guerre. Sa vie et ses activités sont indissociablement liées, d'un côté, au devenir du monde intellectuel italien, et, de l'autre côté, à celui de la *Nuova Sinistra*, dont Franco Fortini sera toujours un interlocuteur critique et un inspirateur souvent inavoué. Mobilisé avec l'armée italienne en 1941, il participera à l'expérience éphémère de la « Repubblica partigiana » de Valdossola. Militant du Parti Socialiste, Fortini participe de 1945 à 1947 au projet du *Politecnico* lancé par Elio Vittorini. Proche des « Quaderni Rossi », inspirateur des « Quaderni Piacentini », il sera l'un des animateurs principaux des revues de la gauche critique des années 1950 (*Ragionamenti* et *Officina*, entre autres). Traducteur de Goethe, Eluard et Proust, il s'opposera violemment aux positions de Pasolini à l'égard du mouvement étudiant et du PCI, au cours d'une longue confrontation dont l'enjeu implicite était le statut politique des intellectuels. En 1996, un volume de contributions consacrées à Fortini a été publié chez Manifestolibri, Rome : M. de Filippis (éd.), *Uomini usciti di pianto in ragione*, avec la collaboration de l'Université libre de Milan et de l'Hinterland (Lumhi), intitulée à Franco Fortini. Plusieurs inédits et rééditions ont été publiés après la mort de Fortini chez des maisons d'éditions telles que Bollati Boringhieri, Manifestolibri, Quodlibet, Piero Manni. En particulier, Manifestolibri de Rome a publié deux volumes (*Disobbedienze* I et II, 2004) recueillant les interventions de Fortini parues dans le quotidien « Il Manifesto ». Les éditions Quodlibet de Macerata éditent « L'ospite ingrato », revue du Centro Studi Franco Fortini, et c'est chez cette même maison d'édition que, en 2006, un volume de textes fortiniens, *Un giorno o l'altro*, a été publié avec une Préface de Romano Luperini : il s'agit d'une « biographie par documents » commentée par Fortini lui-même, et que le poète était en train de terminer peu avant sa mort. En 2003 un volume de *Saggi et epigrammi*, sous la direction de Luca Lenzini, a été édité dans la prestigieuse collection « I meridiani » de la maison d'édition Mondadori, Milan. Les traductions en français de l'œuvre monumentale et polyédrique de l'intellectuel italien sont scandaleusement rares et anciennes : *Les Chiens du Sinai* – J.-M. Straub, D. Huillet, *Fortini/Cani*. Dossier préparé par les « Cahiers du Cinéma », Editions Albatros-Editions de l'Etoile, Paris, 1979 ; *Une fois pour toutes*. *Poésie 1938-1985*, poèmes traduits de l'italien par B. Simeone et J.-Ch. Vegliante, suivis de « *Donc sous peu sans mots la bouche* », échanges Rémi Roche/Franco Fortini, Mussidan, Fédérop, 1986.

[70] Je renvoie, pour une reconstruction du cadre historique, à : Andrea Cavazzini, *La Nouvelle gauche en Italie, t. I. Le printemps des intelligences*, Bibliothèque de philosophie sociale et politique, Europhilosophie-Editions, 2009, http://www.europhilosophie-editions.eu/fr/spip.php?article18.

Une nouvelle classe ouvrière, des nouvelles figures de salariés, intégrés à la production capitaliste ou aux structures étatiques, des nouvelles compétences liées à l'éducation, à la recherche et à l'information, se manifestaient, très différentes du « peuple » de l'ancienne Italie, et méfiantes à l'égard des médiations pédagogiques et paternalistes des partis de masse. Entre ces nouvelles réalités et les minorités des années 40-50, une rencontre se produira qui débouchera sur la formations des noyaux idéologiques de la *Nuova Sinistra*, en vérifiant – dans le sens de « rendre-vraie » – l'opposition précoce desdites minorités aux premières manifestations du néocapitalisme. Dans son retour sur la conjoncture d'où *Dieci Inverni* est issu, l'écrivain italien parle du point de vue d'une conscience désormais acquise, et devenue de plus en plus aiguë, que le capitalisme avancé et l'essor d'une nouvelle perspective politique – incarnée par la *Nuova Sinistra* et les mouvements des années 60 – ont rendu impossible la récupération des figures traditionnelles de la pratique intellectuelle :

La dernière vingtaine d'années m'a persuadé, comme d'ailleurs elle a persuadé tout le monde, que le capitalisme avancé, en accomplissant un processus commencé il y a presque deux siècles, a atteint mortellement l'articulation des superstructures ("culture", sciences, langages, formes), pouvant désormais multiplier à l'infini les spécialités parcellisées et établir, à loisir, n'importe quel semblant de savoir transdisciplinaire, étant donné que les expressions intellectuelles les plus disparates sont soudées par une structure moléculaire commune, celle du profit[71].

Lorsque des nouvelles formes de contrôle idéologique, directement incorporées au capitalisme, modifient les rapports, et les conflits, entre intellectuels et politiques, la proposition « de construire des noyaux, pour ainsi dire, auto-gérés de travail culturel », doit être reformulée dans un cadre entièrement nouveau, tant du point de vue des stratégies du capital que des formes de la politique d'émancipation :

Lorsque une transformation des opérateurs intellectuels se produit – bien entendu, mise en acte par le capital –, le modèle de l'opérateur politique change lui aussi. L'hypothèse d'une "organisation de la culture" a refait surface, en des termes entièrement différents, et sous les noms bizarres de contre-culture (*controcultura*) et contre-information (*controinformazione*) ; l'idée apparaît, s'étouffe, se rallume à nouveau, *de la possibilité d'agir ayant en vue une sécession du savoir au sein des structures organisationnelles du savoir contrôlé par le capital*[72].

Cette « sécession » est incarnée par l'ensemble des pratiques des mouvements étudiants, des travailleurs dans les écoles et les universités, des ouvriers : ces pratiques représentent une *production de culture*, un *usage du savoir et de l'intelligence*, qui, tout en se déployant à l'intérieur des structures étatiques et productives dont la tâche est la gestion, et l'asservissement, de ces fonctions, mettent en place des nouvelles formes d'activité intellectuelle en expropriant définitivement de l'initiative culturelle et de l'élaboration critico-politique les intellectuels en tant que corps séparé. L'intellectuel de gauche, même la figure atypique incarnée par les groupes des années 50, cesse d'exister comme sujet et destinataire d'une stratégie politique à cause tant de l'avènement d'une société, et d'une scolarisation, de masse, que de la révolte, entre 67 et 69, des nouvelles figures immanentes à cette société vis-à-vis des structures qui en déterminent, en les asservissant, l'accès aux fonctions intellectuelles :

Si ce livre [*Dieci Inverni* en 1973] *a toujours quelque chose à dire, c'est à d'autres* [qu'aux intellectuels de gauche] *qu'il le dit: à des lecteurs dont l'essor est aussi redevable à des livres comme celui-ci* : je fais allusion aux étudiants que je n'ai appris à connaître, dans ma qualité d'enseignant, que dans les dix dernières années ; aux avant-gardes ouvrières qui, dans leur activité syndicale et politique, ont mis en place des instruments d'analyse et de synthèse les rendant, au sens propre du terme – et en dehors du "parti" gramscien – des intellectuels ; aux opérateurs de l'industrie culturelle, dans toutes ses formes, qui font chaque jour l'expérience de la démarcation entre l'authentique et l'inauthentique[73].

---

[71] *Ibid.,* p. 18.
[72] *Ibid.,* p. 20.
[73] *Ibid.*, p. 16.

Déjà en 1968, Fortini formulera un diagnostic concernant, d'un côté, la subsomption de la culture traditionnelle par les dispositifs capitalistes de la spécialisation et de la parcellisation des tâches et des compétences, et, de l'autre, l'émergence de formes d'opposition politique et sociale à l'intérieur même des structures en devenir qui président à la reproduction des savoirs. Les tentatives d'organisation de la culture des années 40 et 50 étaient fondées sur

l'idée (…) d'une communauté séparée qui, certes, aurait dû collaborer à la Cause du socialisme, mais en en anticipant voire préfigurant certains comportements. [Cette idée] supposait une sorte de séparation vis-à-vis du corps social sans comparaison dans l'histoire moderne de notre pays sauf que chez certains groupes du *Risorgimento* ou de l'époque de l'Internationale (…). L'Italie de la guerre froide n'avait pas permis cette forme de sécession. Cette hypothèse puérile n'avait pu que céder, d'abord face à la réalité politique du bloc des partis de gauche et à l'hostilité de leurs dirigeants (…) ; ensuite, face aux pouvoirs économiques de l'édition et de l'industrie culturelle[74].

Mais l'exigence à la base de cette hypothèse que les événements ont dépassée était

devenue de plus en plus claire au fur et à mesure que ce qu'on appelait la « critique de la culture » approfondissait l'exploration sociologique de ce phénomène en en concluant que la fonction assignée par le capitalisme aux intellectuels en tant que strate sociale chargée d'une mission idéologique était dépassée, et que leur intégration [*scil*. aux spécialités techniques et au marché] était irréversible. Néanmoins, il aurait fallu attendre notre présent actuel pour voir la sécession se proposer à nouveau comme une possibilité *en termes de masses* et sur le plan international, visant le dépassement tant de la figure de l'intellectuel progressiste que de celle du révolutionnaire de profession[75].

La référence est bien entendu aux mouvements animés par la jeunesse étudiante, qui semblaient proposer, non seulement une nouvelle forme de *révolte* de l'intelligence et du savoir au cœur même de l'asservissement capitaliste des fonctions intellectuelles, mais aussi l'esquisse d'une *nouvelle pratique de la politique* qui aurait reformulé les problèmes « classiques » du rapport entre masses et avant-garde, fonction politique et fonction intellectuelle, organisation et spontanéité, en leur fournissant des solutions auparavant inconnues. La question du rapport des fonctions intellectuelles avec les structures du capitalisme avancé était au cœur de ce processus :

Toute une série de phénomènes sociaux et politiques très-complexes qui ont touché plusieurs pays en Europe et en Amérique – mais qui touchent, dans une certaine mesure, le monde entier, y compris l'URSS et la Chine – montrent un caractère qui, avant d'être celui de la révolution, ou tout en étant en même temps ce discours-là, est celui de la séparation et de la sécession, selon un rythme que l'histoire connaît déjà parfaitement. Ce qui aurait pu paraître un simple, et fréquent, refus du monde par des intellectuels « inorganiques » et donc frustrés, est devenu, au fur et à mesure que la prolétarisation des *fonctions* intellectuelles avançait, le nœud crucial du discours politique des nouvelles oppositions. Les événements européens ont de nouveau proposé, en des termes tout à fait inédits, l'ancienne problématique des rapports entre culture et politique. Information et vulgarisation, pamphlets et essais ? Mais ce qui s'agite dans les jargons des émeutes, dans les opuscules et dans les disputes n'est rien d'autre que l'exigence d'une *nouvelle théorie du savoir*. Souvent, ce qui parle est toujours un langage vétuste, mais on peut déjà en dégager les axes des cristaux à venir, les nouveaux plans de clivage et de croissance[76]

Les mouvement étudiants représentent la promesse d'une transformation du savoir et de la culture – une transformation qui libérera les intelligences en désarticulant les structures qui ancrent les modalités de leur usage à la reproduction de l'inégalité et du privilège. Il s'agit de penser un nouveau rapport du sujet au savoir – un rapport capable de supporter le geste de soustraction à l'ordre établi requis par la construction de nouvelles formes d'exercice de la pensée et de la parole.

---

[74] F. Fortini, Introduzione à Id., *Ventiquattro voci per un dizionario di lettere*, il Saggiatore, Milano, 1968; EST, Milano, 1998, p. 20-21.
[75] *Ibid.,* pp. 21-22.
[76] *Ibid.,* p. 22-23.

La « ligne » proposée par Fortini – celle d'une confrontation directe avec les contradictions du capitalisme avancé, mais sans capitulation face au mythe de la « modernité » réformiste – est probablement la conséquence la plus lucide qui ait été tirée du cycle des mobilisations étudiantes : les problèmes que cette proposition soulève sont toujours devant nous.

Conclusion

Le mouvement étudiant fut amené par le processus de sa propre politisation à s'engager dans la voie de l'organisation politique. Si les positions de Fachinelli, bien que parfaitement capables de saisir la radicalité existentielle de ce mouvement, ne peuvent rendre aucune justice aux tentatives politiques qui suivront les années 1968-1969, la lecture proposée par Fortini peut au contraire éclairer les choix organisationnels des « groupes » autrement que dans les termes d'un auto-aveuglement « léniniste » et d'une clôture de l'ouverture « désirante ».

D'une part, afin de traduire politiquement les acquis des luttes – et en particulier l'acquis « subjectif » que représentait le vaste processus de politisation-mobilisation – le mouvement doit se poser le problème de pérenniser ses propres pratiques en les inscrivant dans une stratégie politique. De l'autre, afin de tirer toutes les conséquences possibles de l'analyse de la condition étudiante et du dispositif universitaire, les étudiants doivent tenter la « sortie de l'Université », l'articulation de leurs pratiques à celles des autres luttes sociales.

Les luttes ouvrières, en particulier, revêtent une signification stratégique pour les étudiants, non pas à cause du « mythe » ouvrieriste qui circulait dans les discours politiques de gauche de l'époque, mais à cause de contraintes logiques et historiques bien autrement décisives. Les ouvriers représentent la source de légitimation traditionnelle des politiques d'émancipation, que les partis de la gauche historique ont en quelque sorte « trahi », tout en continuant à se réclamer de leur propre rôle de représentants de la Classe Ouvrière. Un nouveau rapport à la classe ouvrière – un rapport qui éviterait les pièges de la représentation et du modèle traditionnel du Parti – est indispensable pour toute mouvance qui voudrait représenter une ré-écriture des « grammaires » profondes de la politique d'émancipation : d'où la nécessité, pour le mouvement étudiant, de s'articuler aux ouvriers afin de défier la Gauche historique sur son propre terrain.

Mais les ouvriers représentent aussi une sortie collective de l'état de minorité. L'Italie des années 1960 assiste à une demande de pouvoir de la parte des ouvriers, une demande de contrôle sur leurs propres destins et donc sur la production économique et l'organisation des rapports sociaux. La classe ouvrière se présente comme une force hégémonique, comme un *guide* collectif virtuel en mesure de renverser de l'intérieur les rapports capitalistes grâce aux éléments de savoir-faire et d'agir collectif que le capital a incorporé à la composition de classe propre à l'usine fordiste. La Classe des opéraïstes, mais aussi celle, plus sobre, des « Quaderni Rossi », est une intelligence collective en acte, une pensée « commune » directement politique, révolutionnaire et égalitaire, qui semble incarner la possibilité d'une « dictature » différente de celle prévue par l'imaginaire putschiste de la Troisième Internationale. Par conséquent, dans la conjoncture que nous étudions, *toute entreprise politique visant l'émancipation des intelligences ne peut que trouver dans les luttes ouvrières la base matérielle et le paradigme de cet événement inouï : les exploités se mettent à penser, les « subalternes » pensent, et pensent mieux que leurs anciens maîtres* - énoncé impossible, et donc *réel*, portant sur l'Inexistant représenté par les travailleurs.

Je crois qu'il faudrait relire la séquence de l'après-guerre à la lumière de cette hypothèse : l'articulation aux luttes ouvrières, expérimentée et théorisée d'une infinité de manières, et qui trouvera chez l'opéraïsme et le maoïsme des formulations théoriques paradigmatiques, était la condition matérielle d'une transformation dans le rapport du sujet au savoir, voire la condition de l'émergence d'une forme subjective nouvelle, capable de réinscrire la pensée et l'intelligence, les « puissances intellectuelles »

génériques de l'humanité, dans la logique d'une pratique immédiate de l'égalité et de l'émancipation. L'apparition soudaine de ce nouveau sujet, qui a pu faire surgir l'espoir de la naissance de quelque chose d'inédit dans (l'histoire de) la dialectique du Maître et de l'Esclave, du Savoir et du Travail, - *et qui a donc semblé pouvoir écrire un nouveau chapitre de la* Phénoménologie de l'Esprit *en tant que* Bearbeitung *de la constitution de la subjectivité occidentale moderne* – cette apparition est peut-être la leçon principale de la conjoncture de l'après-guerre et des mouvements étudiants.

En tout cas, c'est bien par cette hypothèse que j'aimerais esquisser des conclusions provisoires, non seulement de cette intervention, mais du trajet que le Séminaire de cette année a voulu proposer.